

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

EXPOSÉ GÉNÉRAL
SUR LES
FINANCES DE LA COMMUNAUTÉ
PENDANT L'EXERCICE
1966-1967



**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ**

Exposé général
sur les
FINANCES DE LA COMMUNAUTÉ
pendant l'exercice
1966-1967



NOTE INTRODUCTIVE

L'exposé général sur les finances de la Communauté pendant l'exercice 1966-1967 retrace comme les années précédentes — notamment par une série de tableaux — l'activité de la Communauté pendant la période considérée.

Aucune modification fondamentale n'est à signaler au lecteur dans la présentation de l'exposé par rapport à l'an dernier.

Comme de coutume, les montants indiqués sont exprimés en unités de compte de l'accord monétaire (A.M.E.), telles qu'elles sont définies à l'article 24 de cet accord. Il est rappelé que la valeur de cette unité de compte est de 0,88867088 gramme d'or fin et correspond à la valeur actuelle du dollar américain (U.S.A.).

La contre-valeur de l'unité de compte A.M.E. dans les différentes devises nationales s'établit comme suit :

<i>1 unité de compte A.M.E. = DM</i>	<i>4,—</i>
<i>= FB</i>	<i>50,—</i>
<i>= FF</i>	<i>4,93706</i>
<i>= Lit.</i>	<i>625,—</i>
<i>= Flux.</i>	<i>50,—</i>
<i>= Hfl.</i>	<i>3,62</i>
<i>= FS</i>	<i>4,37282</i>

SOMMAIRE DES TABLEAUX

Tableau		Page
I	Besoins et couverture desdits besoins	10
II	Analyses des dépenses administratives	13
III	Autres dépenses budgétaires	
IV	Réadaptation : ventilation des engagements nouveaux de l'exercice	17
V	Recherche : ventilation des engagements nouveaux de l'exercice	22
VI	Ventilation des recettes du prélèvement par pays et par groupe de produits	24
VII	Opérations de mise en surséance temporaire des droits du prélèvement	24
VIII	Tonnages et valeurs imposables au titre du prélèvement	24
IX	Ventilation par pays des déclarations effectuées au titre du prélèvement	25
X	Ventilation par produits des déclarations effectuées au titre du prélèvement	25
XI	Produits des amendes et majorations pour retard	27
XII	Emprunts émis	35
XIII	Prêts accordés pour le financement d'investissements industriels	36
XIV	Situation en devises des prêts sur fonds d'emprunts pour le financement de la construction de maisons ouvrières	37
XV	Répartition géographique des prêts sur fonds d'emprunts pour le financement de la construction de maisons ouvrières	37
XVI	Prêts accordés sur la réserve spéciale pour le financement de la construction de maisons ouvrières	38
XVII	Prêts accordés à titre de recherche (construction expérimentale de maisons ouvrières)	39
XVIII	Récapitulation des prêts accordés pour le financement de la construction de maisons ouvrières	39
XIX	Autres prêts divers	40
XX	Compte de gestion	46
XXI	Évolution des provisions non susceptibles d'être utilisées pour la couverture des dépenses budgétaires	49
XXII	Évolution des provisions susceptibles d'être utilisées pour la couverture des dépenses budgétaires	50

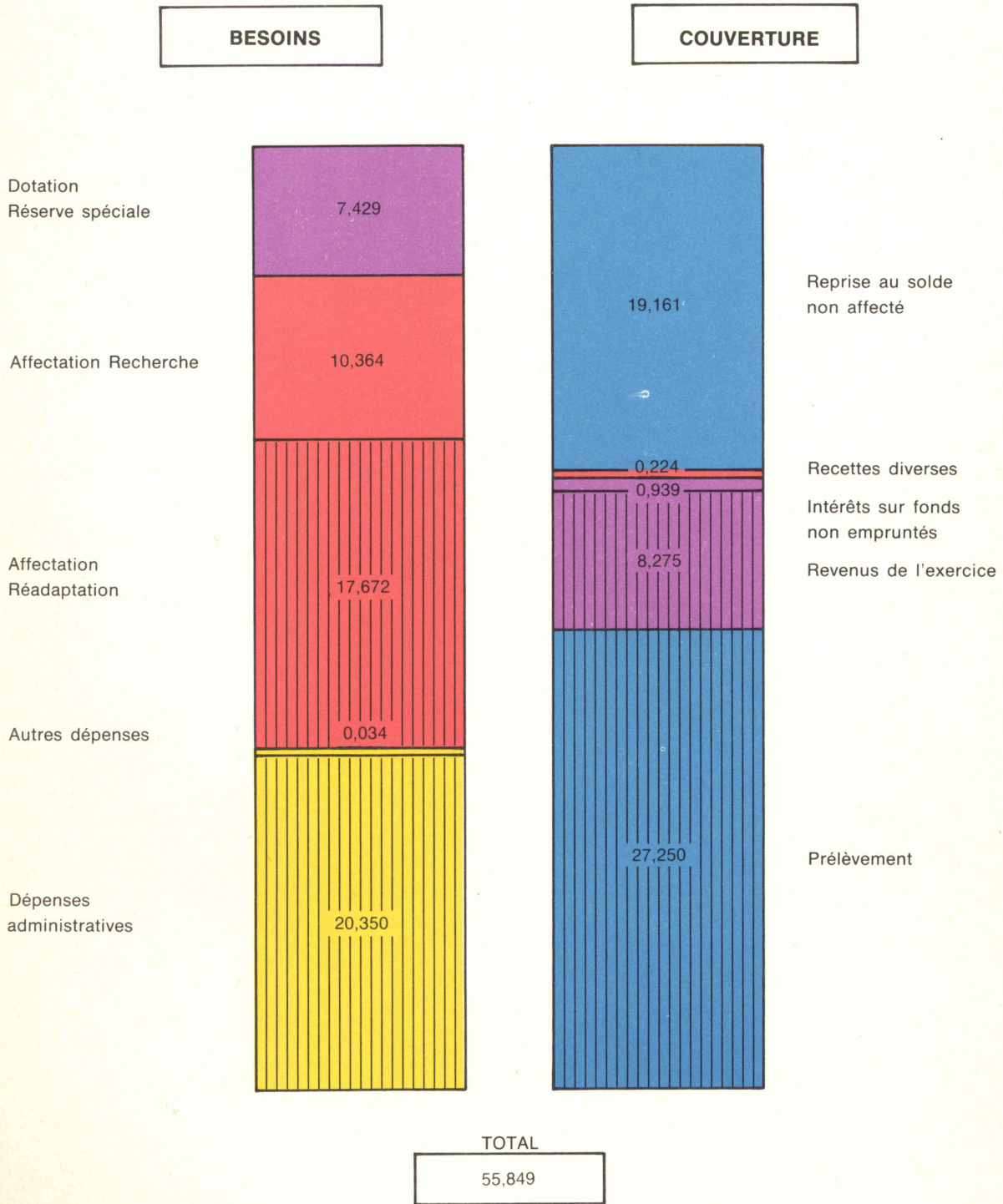
PLAN DE L'EXPOSÉ

	Page
TITRE I – OPÉRATIONS SUR FONDS DE PRÉLÈVEMENT ET AUTRES REVENUS	8
Chapitre I – Exécution du budget de l'exercice	9
Section 1 – Généralités	10
Section 2 – Besoins budgétaires	12
1. Dépenses administratives	12
2. Autres dépenses budgétaires	13
3. Réadaptation (crédits nouveaux ouverts)	14
4. Recherche (crédits nouveaux ouverts)	20
5. Réserve spéciale	23
Section 3 – Couverture des besoins budgétaires	23
1. Prélèvement	23
2. Autres revenus	26
Chapitre II – Accomplissement d'opérations de financement couvertes en provisions	28
Section 1 – Réadaptation	28
Exécution d'engagements (dépenses)	28
Section 2 – Recherche	29
Exécution d'engagements (dépenses)	31
Divers	31
Section 3 – Pensions	31
TITRE II – OPÉRATIONS D'EMPRUNTS - PRÊTS ET GARANTIES	33
A – Emprunts	35
B – Prêts I. Prêts pour le financement d'investissements industriels	36
II. Prêts pour le financement de maisons ouvrières	37
III. Prêts divers	40
C – Garanties	40
TITRE III – COMPTE DE GESTION ET ÉVOLUTION DES AVOIRS DE LA HAUTE AUTORITÉ	41
ANNEXES	53

Titre I

**OPÉRATIONS SUR FONDS DE PRÉLÈVEMENT
ET AUTRES REVENUS**

CHAPITRE I
EXÉCUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1966-1967



(en millions d'u.c. A.M.E.)

TOTAL 1965/66

56,358

Section 1 – GÉNÉRALITÉS

L'exécution du budget de la Communauté pour l'exercice 1966-1967 est résumée dans le tableau suivant. Elle est comparée avec les chiffres des deux exercices précédents et les prévisions budgétaires de l'exercice.

BESOINS ET COUVERTURE DESDITS BESOINS POUR L'EXERCICE 1966-1967

Tableau I

BESOINS	1964-1965 Réalizations	1965-1966 Réalizations	1966-1967	
			Prévisions	Réalizations
1. Dépenses administratives	17,362	18,673	20,420	20,350
2. Autres dépenses budgétaires :				
a) Frais bancaires	0,025	0,077	0,050	0,035
b) Frais d'emprunts	4,327	—	—	—
3. Réadaptation :				
Virement à la provision pour engage- ments nouveaux de l'exercice	5,648	15,542	10,300	17,672
4. Recherche :				
Virement à la provision pour engage- ments nouveaux de l'exercice	8,717	14,208	14,000	10,364
5. Virement au poste engagements condi- tionnels	—	—	—	—
6. Dotation au fonds de garantie	—	—	—	—
7. Dotation à la réserve spéciale	7,249	7,858	7,260	7,429
	43,328	56,358	52,030	55,850
8. Solde non affecté	—	—	—	—
	43,328	56,358	52,030	55,850

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

COUVERTURE DES BESOINS	1964-1965 Réalizations	1965-1966 Réalizations	1966-1967	
			Prévisions	Réalizations
1. Produit du prélèvement	20,826	26,305	27,440	27,250
2. Autres revenus :				
a) Revenus des placements :				
– revenus de l'exercice	7,839	7,145	7,500	8,275
– rentrées exceptionnelles	–	–	–	–
b) Intérêts de prêts sur fonds non em- pruntés	0,786	0,849	0,900	0,939
c) Récupérations de frais d'émission d'emprunts	1,646	–	–	–
d) Recettes diverses de caractère admi- nistratif	0,356	0,225	0,620	0,196
e) Recettes diverses	0,019	0,117	0,020	0,028
	31,472	34,641	36,480	36,688
3. Solde non affecté	11,856	21,717	15,550	19,162
	43,328	56,358	52,030	55,850

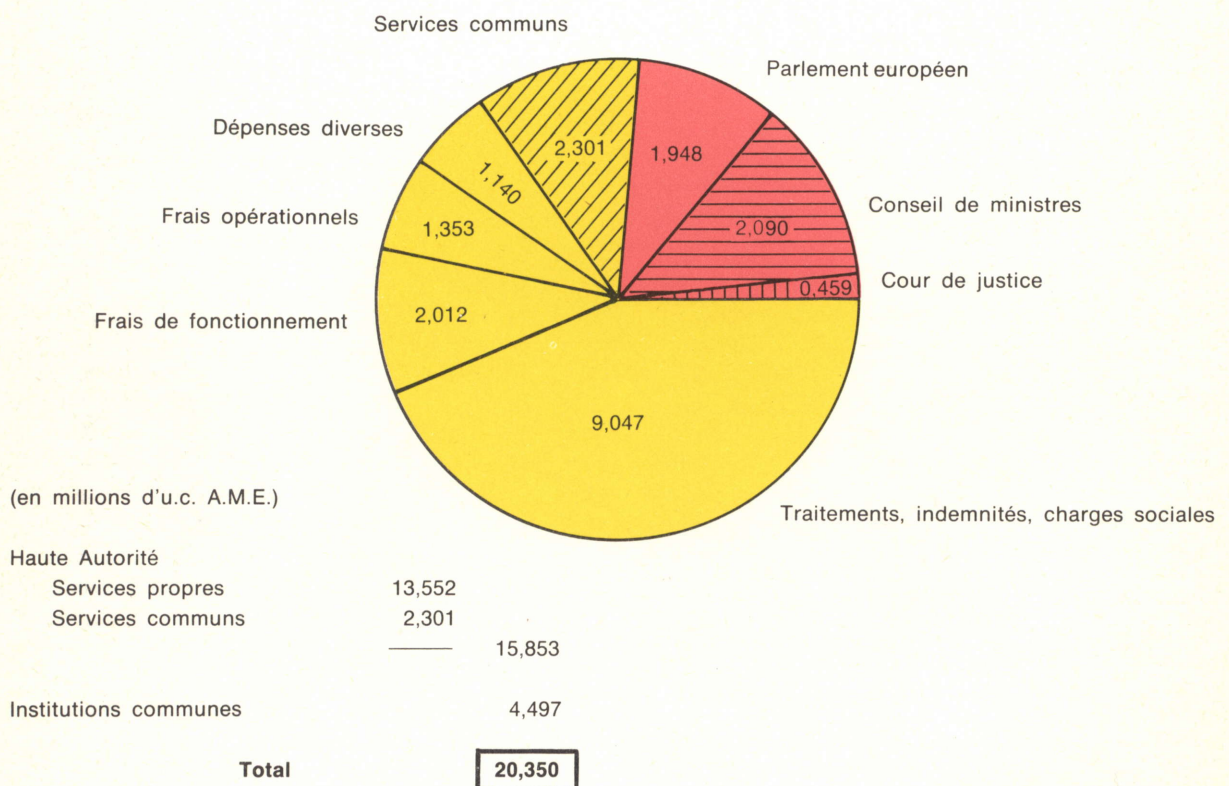
Les sections 2 et 3 procéderont à une analyse détaillée des besoins budgétaires de la Haute Autorité pendant l'exercice 1966-1967 et de la façon dont ils ont été couverts. Elles expliciteront ainsi les nombres du tableau qui précède (tableau I sur l'exécution du budget) et les compareront à ceux des exercices antérieurs.

En ce qui concerne les écarts existant entre les prévisions qui avaient été faites et les réalisations de l'exercice, rappelons que le budget pour le quatorzième exercice contenait des observations à cet égard et justifiait les différences.

Section 2 – ANALYSE DES BESOINS BUDGÉTAIRES

1. Dépenses administratives de la Communauté

Le diagramme ci-dessous donne la ventilation, par nature, des dépenses administratives de la Communauté.



Le tableau ci-après donne une ventilation des dépenses administratives de la Communauté (dépenses de la Haute Autorité, y compris sa quote-part dans les dépenses afférentes aux services communs et participation C.E.C.A. aux dépenses des institutions communes aux trois Communautés), et une comparaison de ces dépenses avec celles des exercices antérieurs. Pour tous détails complémentaires, nous nous permettons de renvoyer le lecteur aux rapports sur les dépenses administratives qui sont publiés à cette fin.

Analyse des dépenses administratives

Tableau II
(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
A — HAUTE AUTORITÉ			
1. Traitements - Indemnités - Charges sociales . . .	7,082	8,499	9,047
2. Frais de fonctionnement :			
a) relatifs aux immeubles, au mobilier et aux installations	0,496	0,583	0,632
b) d'équipement	0,151	0,139	0,118
c) divers des services	0,640	0,704	0,737
d) de missions, de déplacements et de stages	0,458	0,544	0,464
e) de représentation	0,056	0,070	0,060
f) non spécialement prévus	0,010	0,008	0,001
3. Frais opérationnels :			
a) de publication et de diffusion des connaissances	0,573	0,376	0,360
b) honoraires d'experts et pour personnes convoquées	0,857	0,966	0,993
4. Dépenses diverses	0,701	0,738	0,810
5. Quote-part de la H.A. dans les pensions et allocations de départ des fonctionnaires C.E.E. et C.E.E.A. des institutions communes	—	0,027	0,036
6. Services communs	1,901	2,264	2,301
7. Dépenses extraordinaires	—	—	0,294
Total Haute Autorité	13,645	14,918	15,853
B — PARLEMENT EUROPÉEN	1,735	1,816	1,948
C — CONSEIL DE MINISTRES ⁽¹⁾	1,551	1,504	2,090
D — COUR DE JUSTICE ⁽²⁾	0,431	0,435	0,459
	17,362	18,673	20,350

(1) Y compris les dépenses du commissaire aux comptes et de son secrétariat.
(2) Y compris les dépenses relatives à la commission des Présidents.

2. Autres dépenses budgétaires

Tableau III
(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
a) Frais bancaires	0,025	0,077	0,035
b) Frais d'emprunts	4,327	—	—
	4,352	0,077	0,035

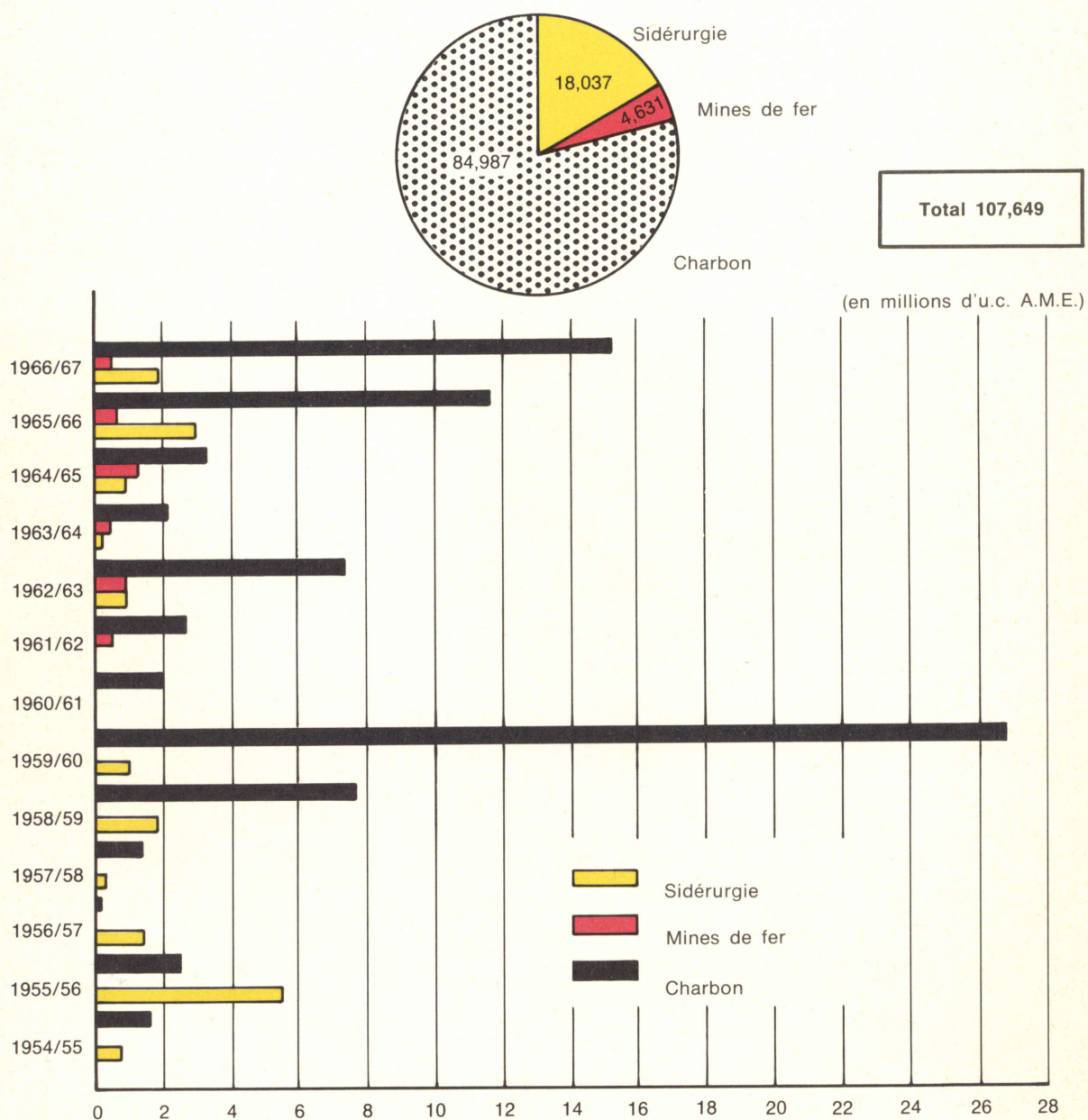
3. Besoins pour engagements nouveaux de l'exercice en matière de réadaptation

Le tableau ci-après montre quel a été par secteur le montant des crédits ouverts pendant l'exercice 1966-1967 et offre une comparaison avec les exercices précédents.

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Charbonnages	3,328	11,769	15,229
Sidérurgie	0,932	3,036	1,895
Mines de fer	1,388	0,737	0,548
Total	5,648	15,542	17,672

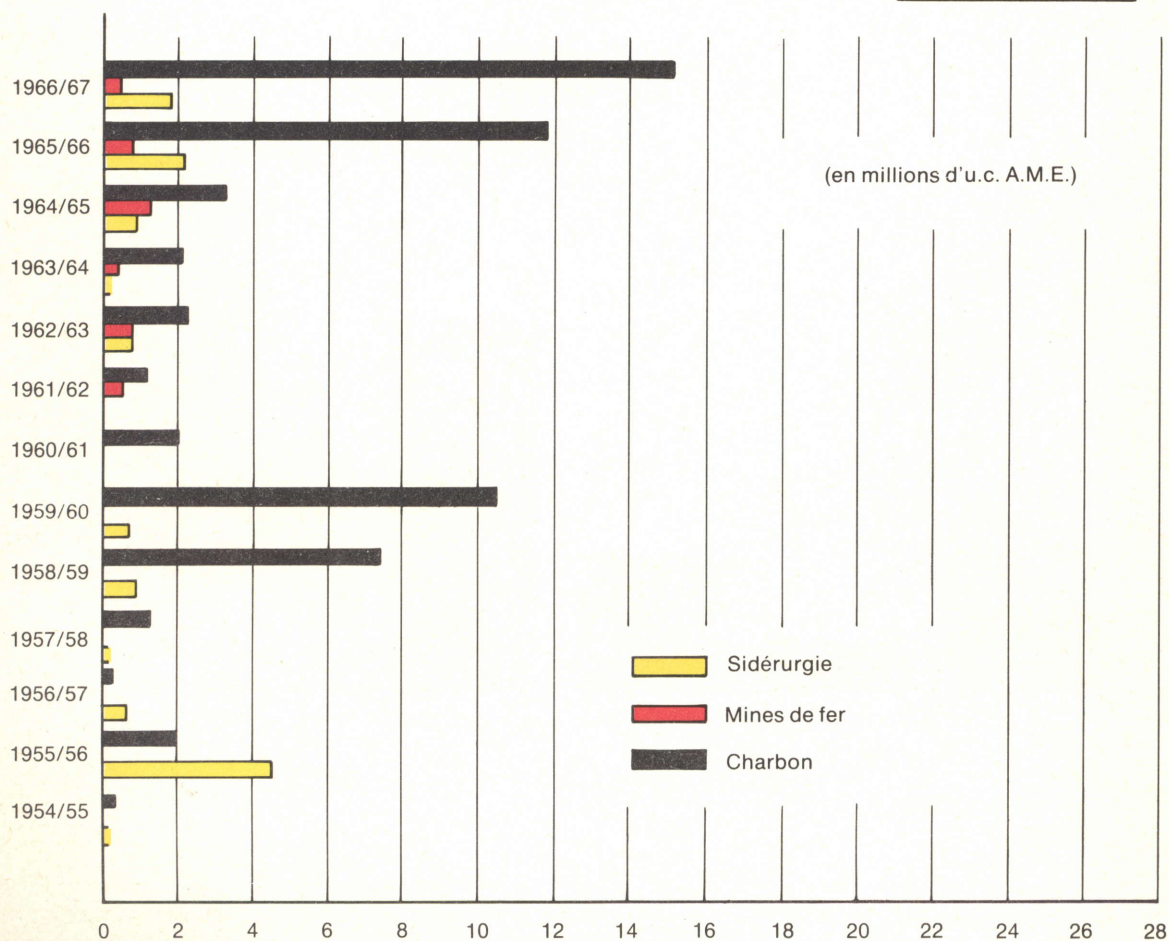
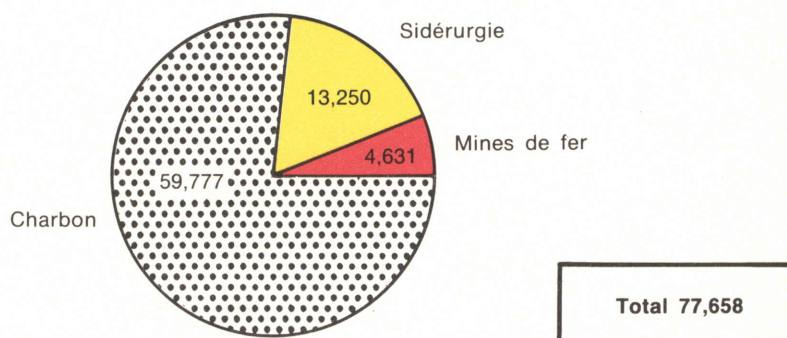
Si, regardant plus loin dans le passé, il est jeté un coup d'œil rétrospectif, le diagramme suivant donne la répartition par industrie des crédits ouverts au titre de la réadaptation depuis 1954 ⁽¹⁾.



⁽¹⁾ Y compris les interventions au titre de l'article 95 du traité (financement des stocks, 1,9 millions d'unités de compte A.M.E. et allocations chômage 6,4 millions d'unités de compte A.M.E.).

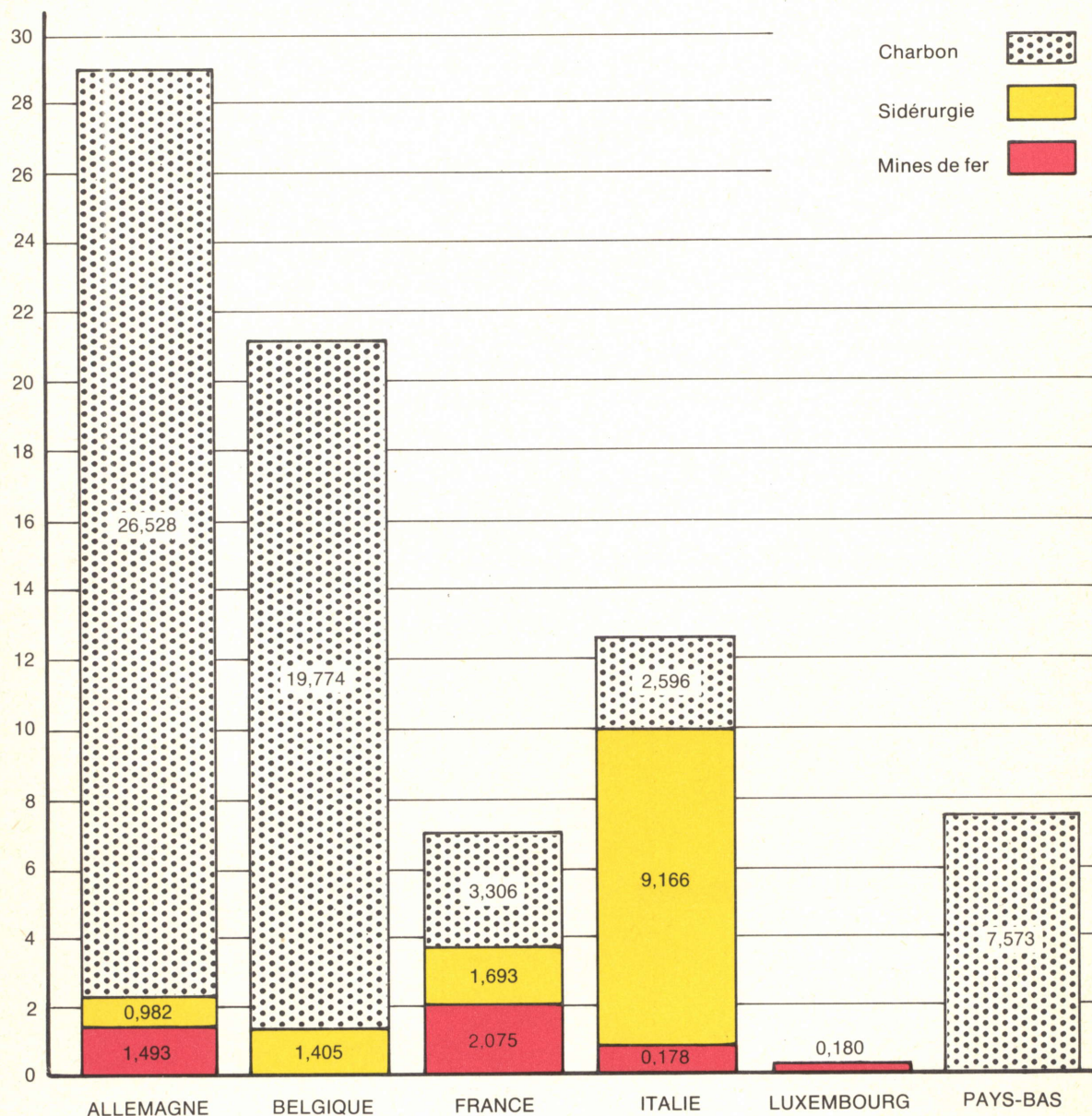
On observera que les crédits ouverts en matière charbonnière sont de beaucoup les plus importants. Il faut pourtant se souvenir que les crédits ouverts dans les premières expériences de réadaptation se sont révélés supérieurs aux besoins et que plus de 28 millions se trouvent être de ce fait sans objet. Le **diagramme** qui suit tient compte de cette enflure artificielle et des annulations d'engagements : il **montre** ainsi **l'ampleur véritable des crédits nécessaires à l'accomplissement des opérations de réadaptation** qui ont été entreprises.

En outre, deux prêts ont été accordés au titre de la réadaptation. Toutefois, comme il a semblé désormais inutile de maintenir une provision correspondant à la contrepartie de ce type d'opérations, ces prêts ne sont plus enregistrés qu'à l'actif du bilan et ne constituent donc pas un besoin de l'exercice.



Le diagramme ci-après donne la répartition par pays et par industrie des crédits ouverts pour la réadaptation, déduction faite des décisions susceptibles de ne pas donner lieu à paiements, depuis 1952.

(en millions d'u.c. A.M.E.)



Revenons maintenant à l'exercice 1966-1967 pour indiquer par pays, par industrie et par entreprise les crédits ouverts pendant cette période. C'est là l'objet du tableau IV qui mentionne également à titre indicatif le nombre de travailleurs susceptibles de bénéficier des aides accordées (il s'agit généralement d'un nombre maximum).

**Réadaptation - Ventilation des engagements nouveaux
de l'exercice 1966-1967**

Tableau IV

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Nouvelles aides accordées durant l'exercice 1966-1967	Nombre de travailleurs bénéficiaires
ALLEMAGNE (R.F.)		
Charbonnages		
Kohlwald/Saarbergwerke	0,631	1.788
Ostfeld/Preussag AG	0,225	1.120
Germania et Stein/Dortmunder BB	0,356	3.452
Scholven/Hibernia AG	0,012	—
Ulrich/Scheufelen	0,019	92
Flora/Hausbach	0,054	172
Graf Schwerin et Cok. Centr. Lothringen	1,000	3.951
Neuwülfingsburg/Gevensberg	0,040	165
Alte Haase/Steinkohlen BB	0,050	160
Rheinelbe BB	0,725	2.886
Robert Mueser/Harpener BB	0,348	1.104
Leopold Baldur/Hoesch AG	0,463	1.211
Minister Achenbach/Stumm AG	0,350	1.187
Dallhausen/Steinkohlen BB (Augmentation)	0,037	+ 39
Hannibal (Augmentation)	0,044	—
Osterfeld/Oberhausen AG	0,138	536
Viktoria/Harpener BB (Augmentation)	0,044	—
Kohlwald/Saarbergwerke (Augmentation)	0,003	—
Rudolph/Kettwig	0,025	64
Leopold Baldur/Hoesch AG (Augmentation)	0,087	—
Becker III	0,010	39
Amalie et Cok. Wolfsbank/Friedr. Krupp	1,200	4.143
Werne/Kloeckner AG (Augmentation)	0,056	+ 230
Moeller-Rheinbaben/Hibernia AG	0,875	3.642
Friedr. Joachim/Steinkohlen BB (Augmentation)	0,125	—
Rosenblumenhütte/Mathias Stinnes AG	0,500	1.700
Koenig Dechen/Saarbergwerke	0,900	2.720
De Lignite/Humboldt BB	0,023	221
Ewald, Ewald Fortsetzung	0,413	1.000
Heinrich-Theodor/Heinrich BB	1,125	2.792
Total	9,878	34.414
Mines de fer		
Eisen-Ernestine	0,005	27
Georg-Joseph (Augmentation)	0,022	89
Georg-Haverlahwiese (Augmentation)	0,037	330
Damme-Porta Damme (Augmentation)	0,044	33
Damme-Porta Damme (Augmentation)	0,088	362
Waldhausen	0,001	22
Total	0,197	863

	Nouvelles aides accordées durant l'exercice 1966-1967	Nombre de travailleurs bénéficiaires
Sidérurgie		
Grillo-Funke/Mannesmann AG	0,019	66
Stahlwerke Bochum AG	0,113	782
Finnentrop/Mannesmann AG	0,031	353
Niederdreisbacherhütte	0,013	101
Huesten-Hüttenwerke, Siegerland	0,062	813
Lindener Eisen- u. Stahlwerke	0,025	151
Total	0,263	2.266
Cokerie-Charbon		
Auguste-Viktoria, Marl	0,288	1.650
Mathias Stinnes, Gladbeck	0,275	336
Nordstern, Gelsenkirchen	0,102	410
Total	0,665	2.396
Total général Allemagne (R.F.)	11,003	39.939
PAYS-BAS		
Charbonnages		
Wilhelmina/Nederlandse Staatsmijnen	1,657	3.800
Emma-Hendrik/Nederl. Staatsmijnen	1,243	3.000
Carisborg-Maatschappij	0,049	129
Total	2,949	6.929
Cokerie-Charbon		
Emma et Maurits/Limburg (Augmentation)	0,414	+ 1.400
Total	0,414	1.400
Total général Pays-Bas	3,363	8.329
BELGIQUE		
Charbonnages		
Romsée/Werister	0,300	1.128
Trieu-Kaisin	0,280	1.225
Bonnier/Grâce-Berleur (Augmentation)	0,130	+ 343
St.-Albert-Ressaix (Augmentation)	0,280	+ 870
Monceau-Fontaine	0,150	703
Jumet	0,170	635
Total	1,310	4.904
Sidérurgie		
Saint-Eloi	0,050	172
Musson et Halanzy	0,048	154
Espérance-Longdoz/Seraing	0,550	1.511
Total	0,648	1.837
Total général Belgique	1,958	6.741

	Nouvelles aides accordées durant l'exercice 1966-1967	Nombre de travailleurs bénéficiaires
FRANCE		
Sidérurgie		
Chasse H.F. (Augmentation)	0,137	384
Hennebont-Morbihan	0,435	1,106
Châtillon-Commentry	0,017	16
Fives-Lille-Cail/Denain	0,015	60
Laval-Dieu/Mézières-Charleville	0,040	297
Audincourt-Doubs	0,020	79
Total	0,664	1.942
Mines de fer		
La Mourière (Augmentation)	0,021	266
Valleroy	0,018	81
Limele	0,009	28
Murville (Augmentation)	0,096	—
Piennes	—	+ 42
Divers	—	+ 242
Saizerais	0,029	85
Ferrières-aux-Étangs-Orne (Augmentation)	0,032	+ 117
Ida-Ste-Marie-aux-Chênes (Augmentation)	0,012	+ 60
Sté Mosellane de Sidérurgie	0,046	155
Halouze-Orne	0,009	23
Total	0,272	1.268
Charbonnages		
Agglomération-Bordeaux	0,012	82
Total	0,012	82
Total général France	0,948	3.292
ITALIE		
Sidérurgie		
Cravetto-Settimo Torinese	0,144	241
San Vito di Tagliamento	0,040	55
San Eustachio	0,136	183
Total	0,320	479
Total général Italie	0,320	479
LUXEMBOURG		
Mines de fer		
Cockerie Ougrée-Obercorn	0,080	70
Total général Luxembourg	0,080	70
TOTAL GÉNÉRAL COMMUNAUTÉ	17,672	58.850

4. Besoins pour engagements nouveaux de l'exercice en matière de recherche

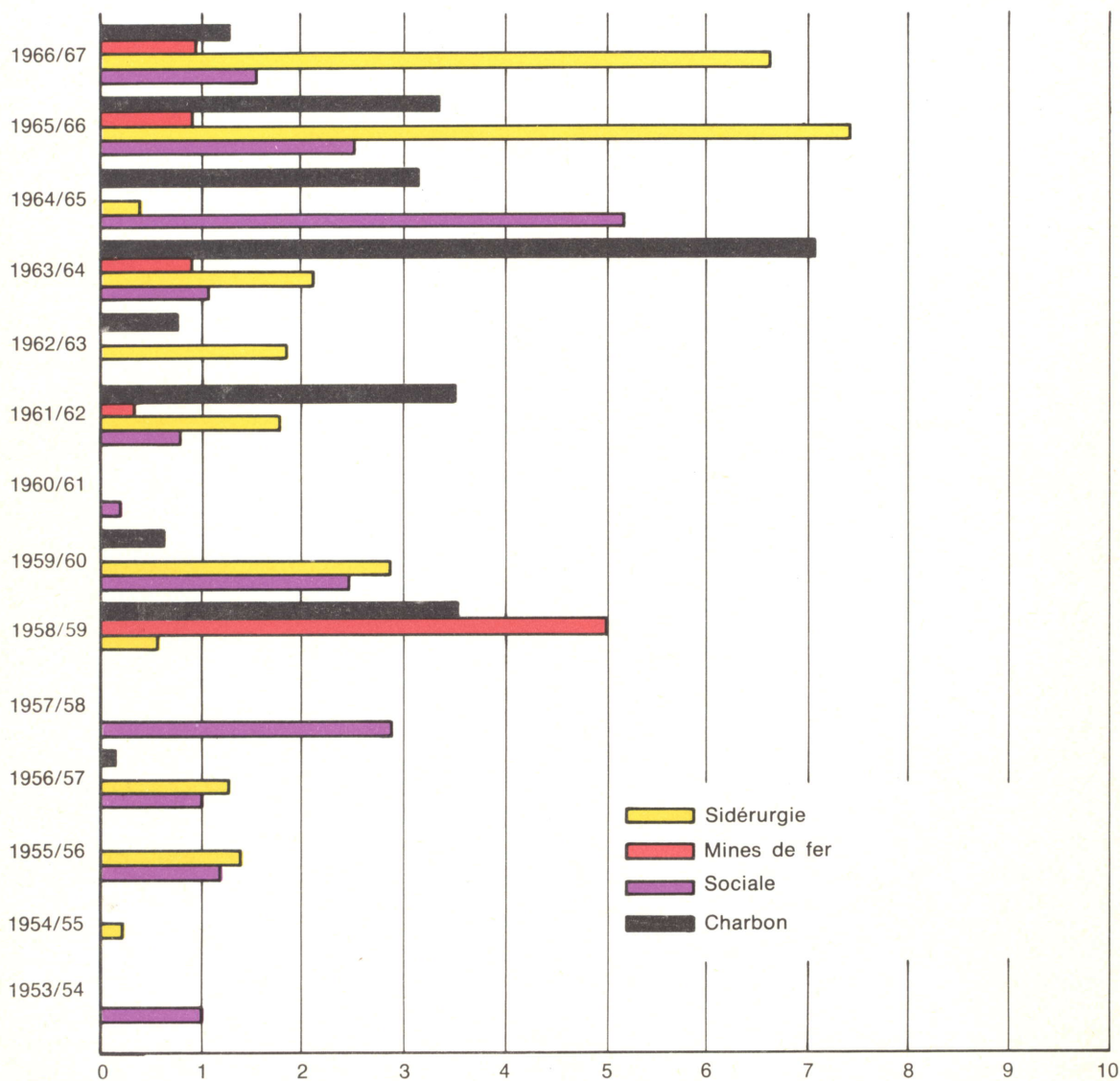
Le tableau ci-après montre quel a été, par secteur, le montant des crédits ouverts en provision pendant l'exercice et offre une comparaison avec les exercices précédents.

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

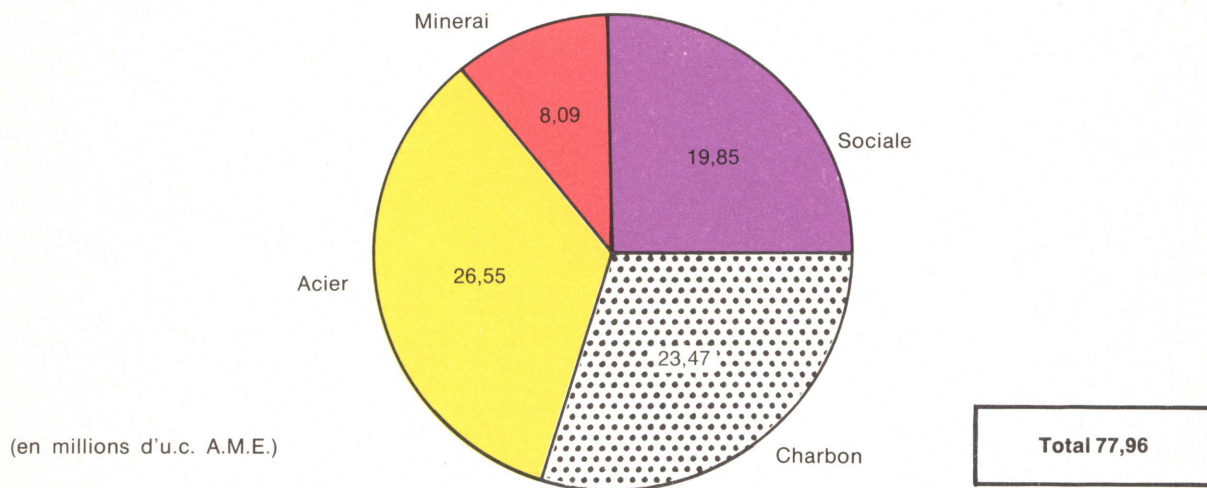
	1963-1964	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Charbon	7,114	3,161	3,358	1,264
Sidérurgie	2,096	0,377	7,444	6,615
Minerais	0,932	—	0,897	0,932
Recherches sociales	1,825	5,179	2,509	1,534
Mise à disposition des résultats et frais annexes	—	—	—	0,019
	11,969	8,717	14,208	10,364

Il n'est pas sans intérêt de jeter, comme cela a été fait en matière de réadaptation, un **coup d'œil rétrospectif sur l'octroi des aides de recherche depuis 1952.**

(en millions d'u.c. A.M.E.)



Le graphique ci-après fait apparaître l'effort global de la Haute Autorité dans les différents domaines de recherches.



Revenant maintenant à l'exercice 1966-1967, nous donnons ci-après, par industrie et par recherche, la ventilation des aides financières inscrites en provision.

Recherche : Ventilation des engagements nouveaux de l'exercice 1966-1967

Tableau V

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Nouvelles aides accordées durant l'exercice 1966-1967	Pourcentages d'interventions de la Haute Autorité dans le coût global de chaque projet
Sidérurgie		
Affinage continu de la fonte scorie débordante	0,358	70
Affinage continu de la fonte	0,840	70
Réduction directe Purofer	2,500	50
Résistance au feu des constructions métalliques	0,455	75
Laminoirs réversibles pour tôles fortes	0,770	70
Automatisation du haut fourneau	0,945	60
Ausforming	0,500	69
Convertisseurs Thomas	0,072	60
Profilage à froid	0,175	54
	6,615	—
Mines de fer		
Grillage magnétisant	0,060	50
Transport hydraulique	0,250	50
Mineur continu	0,425	50
Méthode de tir	0,042	60
Convoyeur SECAM	0,155	50
	0,932	—
Charbon		
Mesure pressions terrains III	0,068	70
Mesure pressions terrains IV	0,237	65
Désulfuration des fumées II	0,203	63
Barrages explosions	0,205	75
Soutènement du toit en taille	0,336	65
Amélioration climats	0,215	65
	1,264	—
Recherche sociale		
Hygiène et médecine du travail II	0,021	75
Fumées rousses de convertisseur	÷ 0,032	50
Élimination du fluor dans les gaz	0,067	50
Climats dans les chantiers souterrains	0,116	50
Hygiène et médecine du travail I	0,006	75
Sécurité du travail	÷ 0,010	75
Physiopathologie et clinique	0,019	75
Traumatologie	0,083	75
Facteurs humains - Ergonomie	0,557	75
Thérapeutique des brûlés	0,002	75
Lutte contre les poussières dans les mines	0,705	75
	1,584	—
Mise à disposition des résultats et frais annexes	0,019	—
Total Communauté	10,364	—

5. Fonds de garantie

Ce poste, n'ayant fait l'objet d'aucun virement ou dotation durant l'exercice, n'appelle aucun commentaire.

6. Dotation à la réserve spéciale

Les besoins annuels de la réserve spéciale ont été limités à 8 millions d'unités de compte A.M.E. Ce chiffre représente le montant dont la Haute Autorité doit pouvoir disposer annuellement pour l'octroi de prêts en faveur de logements ouvriers.

Compte tenu des montants qui deviendront disponibles en cours d'exercice, la dotation de cette année se monte à 7,429 millions d'unités de compte A.M.E. Cette somme est constituée de la manière suivante :

- à concurrence de 0,867 millions d'unités de compte A.M.E. par des intérêts de prêts sur fonds de la réserve spéciale;
- à concurrence de 6,562 millions d'unités de compte A.M.E. par des intérêts sur dépôts et revenus du portefeuille.

Section 3 – ANALYSE DE LA COUVERTURE DES BESOINS BUDGÉTAIRES

Comme en matière de besoins budgétaires, il est procédé ici, pour la couverture de ces besoins, à une analyse des différents postes du tableau I sur l'exécution du budget, et ce, par comparaison avec les exercices antérieurs.

1. Produit du prélèvement

Le taux du prélèvement est resté de 0,25 % pendant l'exercice 1966-1967 (décision n° 10-66 du 8-6-1966) et, hormis pour le lignite, il n'y a pas eu de modification des valeurs moyennes des produits soumis au prélèvement.

Les tonnages imposables suivent les tendances constatées depuis plusieurs années, c'est-à-dire augmentation pour la fonte, les aciers autres que Thomas et les produits finis et diminution pour les briquettes et le semi-coke de lignite, la houille et l'acier Thomas.

Les recettes de prélèvement sont fonction du taux du prélèvement, des tonnages imposables ⁽¹⁾, de la répartition par produit de ces tonnages imposables et des valeurs moyennes des produits.

Variations constatées	+	-
1. Briquettes et semi-coke de lignite		13,08 %
2. Houille		9,87 %
3. Fonte	11,43 %	
4. Aciers Thomas en lingots		6,73 %
5. Aciers en lingots autres que Thomas	4,48 %	
6. Produits finis et finaux sidérurgiques	2,00 %	

Les tableaux qui suivent donnent :

A) une ventilation des déclarations effectuées pendant l'exercice 1966-1967 (tableau VI) ou mis en surséance temporaire (tableau VII),

B) une ventilation des produits déclarés de l'exercice 1966-1967 (tableau VIII, IX et X).

⁽¹⁾ Et aussi pour le charbon des mises en surséance temporaire.

A – Encassements réalisés ou différés pendant l'exercice

Ventilation des déclarations du prélèvement par pays et par groupe de produits

Tableau VI

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Pays	Charbon			Acier			Totaux		
	Exercice 1964-65	Exercice 1965-66	Exercice 1966-67	Exercice 1964-65	Exercice 1965-66	Exercice 1966-67	Exercice 1964-65	Exercice 1965-66	Exercice 1966-67
Allemagne (R.F.) . . .	3,361	4,264	3,847	7,154	8,480	8,480	10,515	12,744	12,327
Belgique	0,443	0,539	0,531	1,377	1,847	1,971	1,820	2,386	2,502
France	1,190	1,481	1,450	3,528	4,295	4,372	4,718	5,776	5,822
Italie	0,009	0,013	0,012	2,236	3,319	3,938	2,245	3,332	3,950
Luxembourg	—	—	—	0,684	0,862	0,893	0,684	0,862	0,893
Pays-Bas	0,243	0,366	0,289	0,606	0,839	0,902	0,849	1,205	1,191
Communauté	5,246	6,663	6,129	15,585	19,642	20,556	20,831	26,305	26,685

Opérations de mise en surséance temporaire des droits du prélèvement

Tableau VII

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Pays	Prélèvements différés au 30-6-1966 I	Prélèvements différés pour accroissements de stocks II	Prélèvements exigibles pour diminutions de stocks III	Prélèvements différés au 30-6-1967 (I + II) – III
Allemagne (R.F.)	0,529	0,332	0,101	0,760
Belgique	0,038	0,014	0,010	0,042
France	0,177	0,124	0,016	0,285
Pays-Bas	0,012	0,007	0,003	0,016
Communauté	0,756	0,477	0,130	1,103

B – Production déclarée pour l'exercice

Tonnages et valeurs imposables au titre du prélèvement

Tableau VIII

	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
1. Tonnages imposables (en millions de tonnes)			
Briquettes et semi-coke de lignite	13,4	13,0	11,3
Houille ⁽¹⁾	192,5	180,3	162,5
Fonte	3,8	3,5	3,9
Acier Thomas en lingots	33,8	31,2	29,1
Acier en lingots (autre que Thomas)	50,5	53,6	56,0
Produits finis et finals sidérurgiques	60,0	60,0	61,2
2. Valeurs imposables ⁽²⁾ (en milliards d'unités de compte A.M.E.)	10,40	10,80	10,67

⁽¹⁾ Ce tonnage représente l'extraction de houille pendant chaque exercice augmenté des quantités dont le prélèvement est devenu exigible à la suite des reprises de stocks et diminué des quantités stockées pendant l'exercice.

⁽²⁾ Les valeurs imposables pour les charbonnages sont constituées par la valeur de la production de l'exercice et celle des stocks repris au cours de celui-ci, déduction faite de la valeur des quantités stockées.

Ventilation par pays des déclarations effectuées au titre du prélèvement ⁽¹⁾

Tableau IX

(en %)

Pays	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
Allemagne (R.F.)	50,0	48,3	46,2
Belgique	8,8	9,1	9,4
France	22,4	21,9	21,8
Italie	11,3	12,9	14,8
Luxembourg	3,3	3,3	3,3
Pays-Bas	4,2	4,5	4,5
Communauté	100,0	100,0	100,0

(¹) Il s'agit ici des déclarations mensuelles portant sur les seules productions soumises au prélèvement (déduction faite de celles afférentes aux tonnages ayant bénéficié des mesures de surséances temporaires ou générateurs d'un prélèvement inférieur à 40 unités de compte A.M.E. jusqu'à mars 1965 et 100 unités de compte A.M.E. à partir du mois d'avril 1965).

Ventilation par produits des déclarations effectuées au titre du prélèvement

Tableau X

(en %)

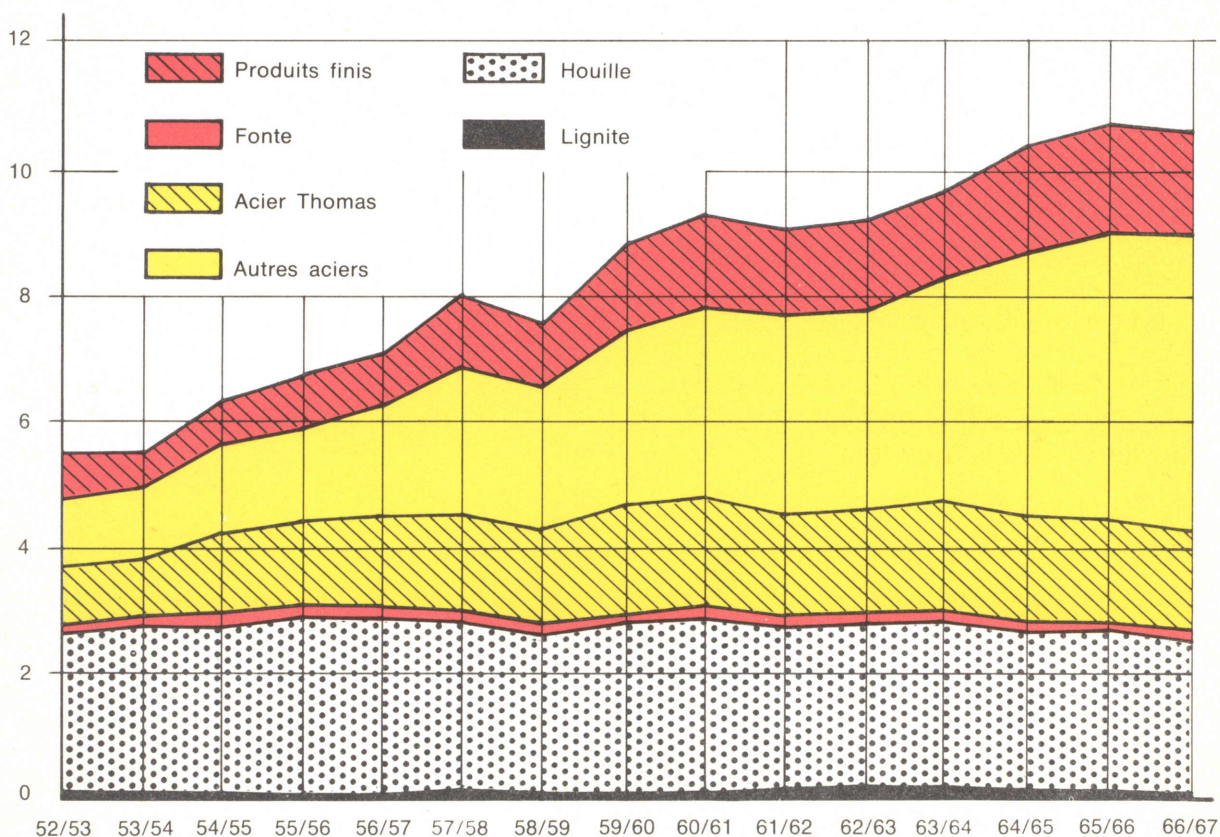
	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
Charbon			
1. Briquettes de lignite et semi-coke de lignite . . .	1,1	1,1	1,00
2. Houille	23,7	24,0	21,92
	24,8	25,1	22,90
Acier			
3. Fonte	1,9	1,4	1,6
4. Acier Thomas en lingots	16,1	15,5	14,6
5. Autres aciers en lingots	40,6	42,1	44,4
6. Produits finis et finals sidérurgiques	16,6	15,9	16,5
	75,2	74,9	77,1
	100,0	100,0	100,0

Si l'on fait maintenant une rétrospective en matière de prélèvement depuis 1952, on observe :

- la progression du rendement effectif du prélèvement,
- la part croissante prise par l'acier dans les recettes de prélèvement, sans pour cela d'ailleurs que le charbon ait notablement diminué en nombres absolus,
- la progression de l'acier non-Thomas par rapport à l'acier Thomas.

Le diagramme suivant exprime l'évolution du rendement ⁽¹⁾ du prélèvement depuis 1952.

(en millions d'u.c. A.M.E.)



2. Autres revenus

a) Revenus des placements

Le montant total de ces intérêts et revenus s'est chiffré à 9.050.000 unités de compte A.M.E. qui se décomposent en :

intérêts sur dépôt :	5.866.000 unités de compte A.M.E.
revenus des titres en portefeuille :	3.184.000 unités de compte A.M.E.

Dans le tableau sur l'exécution du budget apparaît seulement le montant de 8.275.000 unités de compte A.M.E., la différence (775.000) représente les intérêts relatifs au fonds des pensions, intérêts qui ont été crédités à ce fonds.

b) Intérêts sur prêts provenant de fonds non empruntés

Les intérêts de prêts consentis sur fonds propres se sont élevés pour l'exercice 1966-1967 à 939.000 unités de compte A.M.E. contre 849.000 unités de compte A.M.E. pour l'exercice écoulé : cet accroissement est normal, il est le corollaire de l'augmentation des prêts accordés sur la réserve spéciale. Rappelons qu'en règle générale ces prêts, destinés au financement de maisons ouvrières, portent seulement intérêt à 1% l'an.

⁽¹⁾ Un taux uniforme de 0,10% a été pris pour base. Le rendement de ce taux est appelé « point de prélèvement ».

c) Récupération des frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission récupérables sont désormais passés à l'actif du bilan comme une créance à terme. Ils ne sont donc plus pris en charge comme des besoins de l'exercice.

d) Recettes diverses de caractère administratif

1964-1965	356.000 unités de compte A.M.E.
1965-1966	225.000 unités de compte A.M.E.
1966-1967	196.000 unités de compte A.M.E.

Le montant de 196.000 unités de compte A.M.E. des recettes diverses est constitué de :

2.000 unités de compte A.M.E.	– Ventes de matériel divers
37.000 unités de compte A.M.E.	– Ventes de publications
157.000 unités de compte A.M.E.	– Récupérations de frais administratifs

196.000 unités de compte A.M.E.

Pour tous détails complémentaires, nous prions le lecteur de se reporter au rapport sur les dépenses administratives de la Haute Autorité.

e) Divers

Ce poste comprend uniquement les amendes et majorations de retard. Le tableau ci-dessous en donne la comparaison avec les exercices précédents.

Produits des amendes et majorations pour retard

Tableau XI

(en unités de compte A.M.E.)

	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
Amendes			
Industries charbonnières	2.000, –	–	–
Industries sidérurgiques	17.252,01	105.452,55	22.331,56
	19.252,01	105.452,55	22.331,56
Majorations pour retard			
Industries charbonnières	–	–	–
Industries sidérurgiques	–	11.200, –	5.464,58
	–	11.200, –	5.464,58
Total Communauté	19.252,01	116.652,55	27.796,14

CHAPITRE II

**ACCOMPLISSEMENT D'OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
COUVERTES EN PROVISIONS**

Dans les domaines de réadaptation et de recherche, la Haute Autorité a constitué, à son bilan, des provisions afin d'être à même de remplir les engagements qu'elle prenait.

En matière de pensions il existe un fonds de capitalisation appelé « Fonds des pensions » ⁽¹⁾.

Le présent chapitre entend exposer le développement des opérations que ces provisions ou ce fonds sont destinés à couvrir.

Section 1 – RÉADAPTATION

Exécution d'engagements

Au 30 juin 1966 les engagements pris par la Haute Autorité, et qui apparaissent bien correspondre à des besoins justifiés, se montaient à plus de 22 millions d'unités de compte A.M.E. A cela s'ajoutaient les nouveaux engagements de l'exercice 1966-1967 (voir chapitre I). Les dépenses de réadaptation pendant l'exercice se sont élevées à 4.198.000 unités de compte A.M.E. contre 2.142.000 unités de compte A.M.E. pendant l'exercice précédent. Il convient de rappeler que ces dépenses sont assez variables selon les exercices, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
Charbonnages	2,379	1,484	3,047
Sidérurgie	0,067	0,467	0,815
Mines de fer	0,132	0,191	0,336
Total	2,578	2,142	4,198

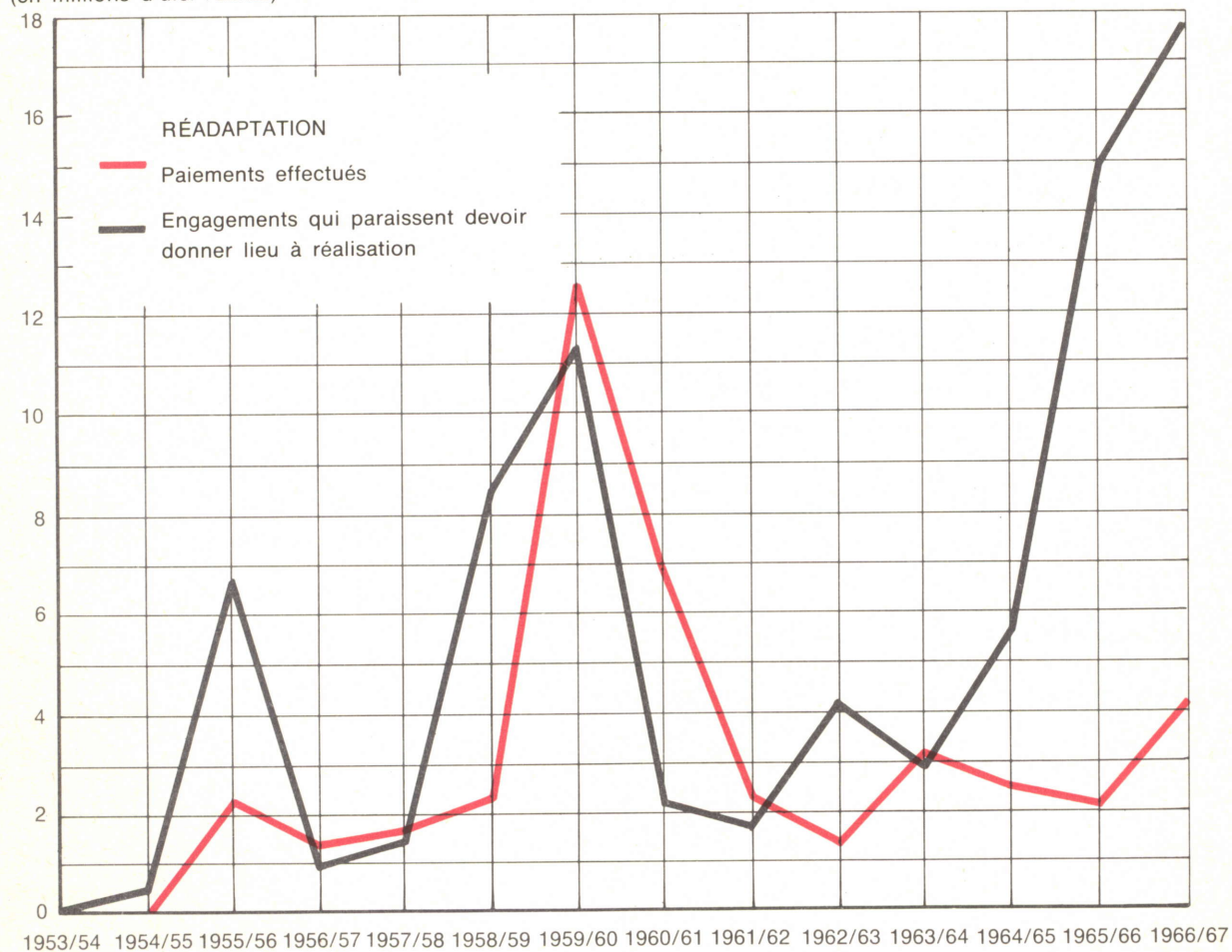
La courbe des dépenses qui interviennent en matière de réadaptation doit d'ailleurs, dans une certaine mesure, suivre celle des ouvertures de crédits, puisqu'elle représente leur mise en œuvre. C'est d'ailleurs la comparaison de ces deux courbes qui a révélé l'enflure injustifiée des crédits ouverts pendant les exercices précédents (voir chapitre I, section 2, paragraphe 3). Cela venait confirmer les informations recueillies auprès des services des gouvernements intéressés.

⁽¹⁾ *Indépendamment des intérêts annuels au taux de 3,5% l'an versé sur son montant, ce fonds est alimenté tant par les cotisations des institutions que par celles du personnel.*

La figure suivante fait apparaître :

- la courbe des engagements qui paraissent devoir effectivement donner lieu à réalisation (voir page 15),
- la courbe des paiements effectués.

(en millions d'u.c. A.M.E.)



La comparaison de ces courbes permet ainsi de voir le rapport réel entre engagements et paiements.

Rappelons que l'appréciation globale — en liaison avec les gouvernements nationaux — de la partie des engagements qui étaient en fait sans objet a rendu possible de réduire la provision pour réadaptation d'un montant correspondant ⁽¹⁾ de telle sorte qu'elle ne comprend plus que les montants nécessaires pour couvrir les engagements qui paraissent effectivement donner lieu à réalisation.

Section 2 — RECHERCHE

a) Exécution d'engagements

Le montant des engagements que la Haute Autorité avait pris en matière de recherche et qu'il restait à honorer au 30 juin 1966 se montait à 27.833.000 unités de compte A.M.E.

A cette somme il convient d'ajouter les nouveaux engagements de l'exercice 1966-1967 (voir chapitre I, section 2, paragraphe 4).

⁽¹⁾ Il n'a pas pour autant été porté atteinte aux droits d'éventuels travailleurs qui pourraient encore bénéficier de ces crédits puisque chacun d'eux est resté ouvert pour son montant intégral.

L'exécution de ces différents engagements a entraîné, pendant l'exercice 1966-1967, le versement d'une somme de 10.789.000 unités de compte ; le tableau suivant donne une ventilation de ce montant et procède à une comparaison avec les exercices antérieurs. On se rappellera que les montants effectivement versés varient en fonction de l'avancement des travaux de recherche.

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

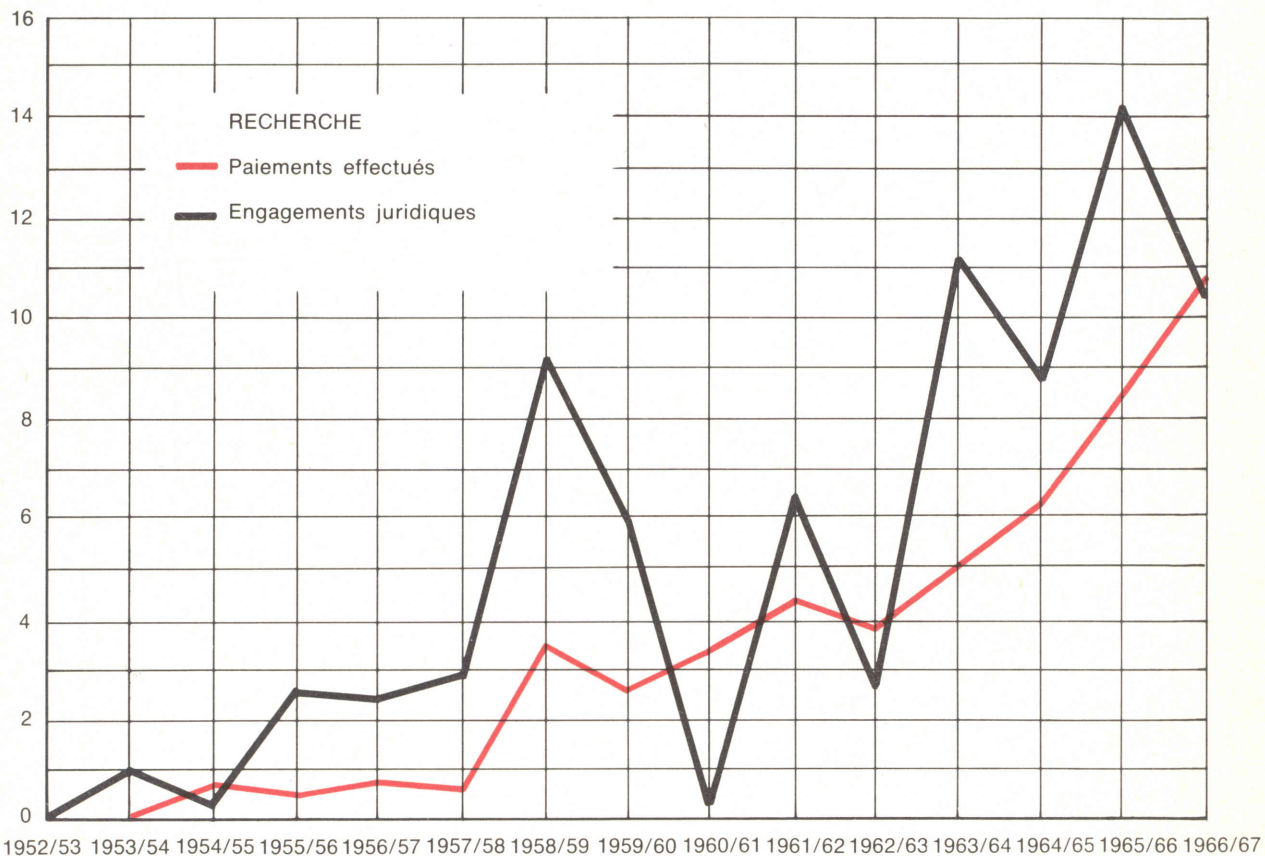
	Exercice 1964-1965	Exercice 1965-1966	Exercice 1966-1967
Charbon	3,083	3,625	3,290
Sidérurgie	1,471	1,587	4,370
Minerai	0,266	0,264	1,110
Recherche sociale	1,357	2,939	2,000
Diffusion des connaissances et frais annexes	—	—	0,020
Total	6,177	8,415	10,790

Le graphique suivant fait apparaître :

- la courbe des engagements juridiques pris par la Haute Autorité en matière de recherche,
- la courbe des paiements effectués.

On remarquera que la courbe des paiements est plus régulière que celle des engagements et qu'au cours de l'exercice 1966-1967 les paiements au titre de la recherche ont été supérieurs au montant des engagements.

(en millions d'u.c. A.M.E.)



b) Divers

Les interventions financières de la Haute Autorité en matière de recherche se font normalement par voie de subventions. Dans le domaine particulier de l'utilisation de l'acier dans le bâtiment, des prêts ont pourtant été accordés, qui ont permis, on s'en souvient, à la fois l'accomplissement d'une recherche en ce domaine et la réalisation de maisons ouvrières. Ces prêts ont fait l'objet pendant l'exercice 1966-1967 d'amortissements se montant à 48.000 unités de compte (voir tableau XVII dans la rubrique « Prêts pour le financement de maisons ouvrières »).

Section 3 – PENSIONS

Le statut du personnel de la C.E.C.A. prévoit un régime de pensions (retraite, survie et invalidité pour les fonctionnaires atteignant l'âge de la retraite, décédés en service ou étant mis en invalidité) et un système d'allocation de départ pour ceux d'entre eux qui quittent la Communauté avant d'avoir accompli dix ans de service.

L'ensemble des paiements effectués à ces deux différents titres est imputé au « Fonds des pensions ». Ces paiements se sont montés, pour l'exercice 1966-1967, à la somme de 422.000 unités de compte A.M.E.

Les montants versés au titre des pensions proprement dites (pension d'ancienneté, de survie et d'invalidité) se sont chiffrés durant l'exercice 1966-1967 à 351.000 unités de compte A.M.E. contre 277.000 unités de compte A.M.E. durant l'exercice précédent. La comparaison de ces deux montants démontre suffisamment l'accroissement très net des dépenses pour les pensions. Cet accroissement doit nécessairement s'accroître dans les années à venir. Les allocations de départ, par contre, qui constituent actuellement la charge la plus importante du fonds des pensions, devront prendre une part proportionnellement de moins en moins grande dans les dépenses du fonds.

Comme il a été fait remarquer l'an dernier, l'accroissement des dépenses de pensions est parfaitement compréhensible, puisque la C.E.C.A. n'a que quinze ans d'existence. En un si bref laps de temps, la proportion normale, dans la plupart des institutions publiques, entre fonctionnaires en service et fonctionnaires retraités, ne peut être atteinte.

Titre II

OPÉRATIONS D'EMPRUNTS – PRÊTS ET GARANTIES

Cette partie de l'exposé comporte une série de tableaux qui donnent un compte rendu de l'activité de la Haute Autorité dans le domaine des emprunts, des prêts et des garanties. Il ne contient par contre aucune partie descriptive. Rappelons à ce sujet que la Haute Autorité publie chaque année un « Rapport financier », arrêté au 31 décembre, qui expose plus complètement ses activités dans ce domaine.

A – EMPRUNTS

Tableau XII

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Devises empruntées	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des emprunts contractés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux emprunts	Amortissements	Montant des emprunts contractés	Amortissements	Montant restant dû
U.S. \$	290,000	80,600	209,400	45,000	10,050	335,000	90,650	244,350
DM	113,994	4,042	109,952	—	1,280	113,994	5,322	108,672
FB	16,400	1,149	15,251	—	0,149	16,400	1,298	15,102
Flux.	20,100	0,387	19,713	—	0,180	20,100	0,567	19,533
FS	27,737	6,012	21,725	—	0,857	27,737	6,869	20,868
Hfl.	51,865	5,728	46,137	—	2,818	51,865	8,546	43,319
Lit.	72,000	—	72,000	—	—	72,000	—	72,000
FF	30,383	—	30,383	—	—	30,383	—	30,383
U.C. (1)	20,000	—	20,000	—	—	20,000	—	20,000
Communauté . . .	642,479	97,918	544,561	45,000	15,334	687,479	113,252	574,227

(1) La valeur actuelle de cette unité de compte est celle de l'unité de compte de l'Union Européenne de Paiements, actuellement dissoute, telle que cette valeur était définie à l'article 26 (a) des statuts de cet organisme international, soit 0,88867088 gramme d'or fin. Cette valeur pourrait être modifiée au cas où certaines conditions seraient remplies.

B – PRÊTS

I. – Prêts pour le financement d'investissements industriels

Tableau XIII

a) Situation en devises des prêts versés

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Devises prêtées	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
U.S. \$	274,908	80,508	194,400	66,550	26,600	341,458	107,108	234,350
DM	100,750	—	100,750	—	0,750	100,750	0,750	100,000
FB	4,973	0,013	4,960	—	0,002	4,973	0,015	4,958
Flux.	10,640	—	10,640	—	—	10,640	—	10,640
FS	27,737	6,012	21,725	—	0,858	27,737	6,870	20,867
Hfl.	49,724	5,496	44,228	—	2,736	49,724	8,232	41,492
Lit.	32,960	—	32,960	14,505	—	47,465	—	47,465
FF	30,382	—	30,382	—	—	30,382	—	30,382
U.C.	15,000	—	15,000	5,000	—	20,000	—	20,000
Communauté . .	547,074	92,029	455,045	86,055	30,946	633,129	122,975	510,154

b) Répartition géographique des prêts versés

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	278,479	52,928	225,551	48,190	11,736	326,669	64,664	262,005
Belgique	32,396	6,314	26,082	7,999	4,098	40,395	10,412	29,983
France	107,963	17,794	90,169	2,259	3,907	110,222	31,701	88,521
Italie	127,236	13,993	113,243	20,159	11,205	147,395	25,198	122,197
Luxembourg . . .	1,000	1,000	—	—	—	1,000	1,000	—
Pays-Bas	—	—	—	7,448	—	7,448	—	7,448
Communauté . . .	547,074	92,029	455,045	86,055	30,946	633,129	122,975	510,154

II. Prêts pour le financement de la construction de maisons ouvrières

1. Prêts accordés sur fonds d'emprunts

Tableau XIV

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Devises	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
U.S. \$	1,000	1,000	—	—	—	1,000	1,000	—
DM	13,244	4,042	9,202	—	0,530	13,244	4,572	8,672
FB	11,427	1,136	10,291	0,073	0,220	11,500	1,356	10,144
Flux.	9,460	0,387	9,073	—	0,179	9,460	0,566	8,894
Hfl.	2,141	0,231	1,910	—	0,082	2,141	0,313	1,828
Lit.	7,040	—	7,040	—	—	7,040	—	7,040
Communauté . .	44,312	6,796	37,516	0,073	1,011	44,385	7,807	36,578

Répartition géographique

Tableau XV

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	13,244	4,042	9,202	—	0,530	13,244	4,572	8,672
Belgique	19,187	1,387	17,800	0,073	0,364	19,260	1,751	17,509
France	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	8,040	1,000	7,040	—	—	8,040	1,000	7,040
Pays-Bas	2,141	0,231	1,910	—	0,082	2,141	0,313	1,828
Luxembourg . . .	1,700	0,136	1,564	—	0,035	1,700	0,171	1,529
Communauté . .	44,312	6,796	37,516	0,073	1,011	44,385	7,807	36,578

2. Prêts sur la réserve spéciale

Tableau XVI

a) Maisons ouvrières

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts versés	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	36,603	2,643	33,960	4,524	0,702	41,127	3,345	37,782
Belgique	3,552	0,128	3,424	—	0,047	3,552	0,175	3,377
France	17,307	0,844	16,463	2,471	0,713	19,778	1,557	18,221
Italie	6,184	0,349	5,835	—	0,024	6,184	0,373	5,811
Pays-Bas	3,487	0,432	3,055	—	0,100	3,487	0,532	2,955
Luxembourg . . .	1,608	0,048	1,560	—	0,041	1,608	0,089	1,519
Communauté . . .	68,741	4,444	64,297	6,995	1,627	75,736	6,071	69,665

b) Reconversion

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts versés	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	—	—	—	1,291	—	1,291	—	1,291
Belgique	—	—	—	0,073	—	0,073	—	0,073
France	—	—	—	0,368	—	0,368	—	0,368
Italie	—	—	—	1,030	—	1,030	—	1,030
Pays-Bas	—	—	—	4,256	—	4,256	—	4,256
Communauté . . .	—	—	—	7,018	—	7,018	—	7,018

3. Prêts accordés à titre de recherche ⁽¹⁾
(Construction expérimentale de maisons ouvrières)

Tableau XVII

(en millions d'unité de compte A.M.E.)

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts versés	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	1,295	0,082	1,213	—	0,015	1,295	0,097	1,198
Belgique	0,450	0,042	0,408	—	0,010	0,450	0,052	0,398
France	0,671	0,065	0,606	—	0,014	0,671	0,079	0,592
Italie	0,225	0,022	0,203	—	0,004	0,225	0,026	0,199
Pays-Bas	0,239	0,023	0,216	—	0,005	0,239	0,028	0,211
Luxembourg	0,075	—	0,075	—	—	0,075	—	0,075
Communauté	2,955	0,234	2,721	—	0,048	2,955	0,282	2,673

⁽¹⁾ Bien que ces prêts aient été accordés sur les fonds du prélèvement, nous les avons fait figurer ici afin de donner une vue d'ensemble de l'action de la Haute Autorité en matière de maisons ouvrières.

4. Total des prêts accordés pour la construction des maisons ouvrières

Tableau XVIII

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

PAYS	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Nouveaux prêts versés	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
Allemagne (R.F.) .	51,142	6,767	44,374	4,524	1,247	55,666	8,014	47,652
Belgique	23,189	1,557	21,632	0,073	0,421	23,262	1,978	21,284
France	17,978	0,909	17,069	2,471	0,727	20,449	1,636	18,813
Italie	14,449	1,371	13,078	—	0,028	14,449	1,399	13,050
Pays-Bas	5,867	0,686	5,181	—	0,187	5,867	0,873	4,994
Luxembourg	3,383	0,184	3,124	—	0,076	3,383	0,260	3,123
Communauté	116,008	11,474	104,458	7,068	2,686	123,076	14,160	108,916

III. Autres prêts divers

Tableau XIX

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Situation au 30 juin 1966			Opérations de l'exercice		Situation au 30 juin 1967		
	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû	Prêts versés	Amortissements	Montant des prêts versés	Amortissements	Montant restant dû
A. Prêts au titre de la réadaptation ⁽¹⁾	5,843	5,349	0,494	—	0,007	5,843	5,356	0,487
B. Construction de l'école européenne de Luxembourg	0,720	0,720	—	—	—	0,720	0,720	—
	6,563	6,069	0,494	—	0,007	6,563	6,076	0,487

⁽¹⁾ Ce terme étant utilisé dans son sens large. Il s'agit d'un prêt pour relogement de travailleurs d'un montant de 324.000 u.c. A.M.E. et d'un prêt pour aide au stockage d'un montant de 5.328.000 u.c. A.M.E.

C — OPÉRATIONS DE GARANTIE

Ces opérations s'élevaient au 30 juin 1967 à 43.017.354,47 unités de compte A.M.E.

Il s'agit de garanties accordées par la Haute Autorité à des emprunts contractés par des entreprises sidérurgiques de la Communauté. Les entreprises bénéficiaires se situent dans deux pays de la C.E.C.A. :

trois entreprises allemandes pour	34.375.000,— unités de compte A.M.E.
une entreprise française pour	8.642.354,47 unités de compte A.M.E.

Titre III

COMPTE DE GESTION ET ÉVOLUTION DES AVOIRS DE LA COMMUNAUTÉ

Le compte de gestion (tableau XX) présente une synthèse de l'activité financière de la Communauté pendant l'exercice 1966-67.

Il comporte deux parties bien distinctes : une partie supérieure qui traduit en chiffres les opérations effectuées avec les fonds de prélèvement, une partie inférieure qui fait apparaître celles qui ont été accomplies avec les fonds d'emprunts.

Afin de faciliter la lecture de ce document, nous croyons devoir faire les remarques suivantes sur ces deux parties :

Opérations concernant les fonds de prélèvement

A – Emplois

Ils sont de deux ordres principaux, les dépenses de l'exercice d'une part, les dotations et affectations d'autre part.

Dépenses de l'exercice

Les dépenses se subdivisent en dépenses :

- effectuées en exécution du budget de l'exercice 1966-1967, ce sont les dépenses administratives et les « autres dépenses budgétaires » (voir à leur sujet titre I, chapitre I) ;
- effectuées en exécution d'opérations de financement couvertes en provision, ce sont les dépenses de réadaptation, de recherche et de pensions (voir à leur sujet titre I, chapitre II).

Dotations et affectations

Les dotations et affectations concernant la réserve spéciale, la réadaptation et la recherche ont été exposées au titre I, chapitre I, puisqu'elles constituent des besoins budgétaires de l'exercice.

Quant à la dotation au fonds des pensions, il s'agit en définitive d'une affectation nette : c'est la différence entre les recettes du fonds des pensions et les dépenses à sa charge. Rappelons que le fonds des pensions doit figurer au compte de gestion puisque le statut des fonctionnaires stipule expressément qu'il fait partie du patrimoine de la Haute Autorité et que celle-ci le gère comme ses autres avoirs.

B – Ressources

Les recettes de l'exercice n'appellent aucun commentaire, les précisions éventuellement nécessaires ont été données au titre I, chapitre I. Quant aux ressources complémentaires que constituent les « montants provisionnés devenus libres d'affectation », il s'agit, en l'occurrence, de montants qui étaient inscrits en provision pour la réalisation de fins précises et qui sont devenus disponibles, compte tenu du fait que leur affectation primitive avait perdu sa raison d'être : les engagements que ces montants avaient pour but de couvrir ayant été entre-temps exécutés, annulés ou étant devenus sans objet.

La gestion de l'exercice se solde par un déficit budgétaire qui avait d'ailleurs été prévu par la Haute Autorité, compte tenu de l'existence dans son patrimoine de réserves suffisantes.

Ce déficit s'est, pendant l'exercice 1966-1967, monté à 19.161.000 unités de compte A.M.E. (voir tableau sur l'exécution du budget).

Pourtant, le solde non affecté dont dispose la Haute Autorité ne s'est trouvé réduit que plus modérément. Le déficit a en effet été compensé en partie – à concurrence de 11.200.000 unités de compte A.M.E. – par les transferts divers qui ont pu être faits à ce poste à partir d'autres provisions (par suite d'annulations d'engagements, ou d'engagements devenus sans objet).

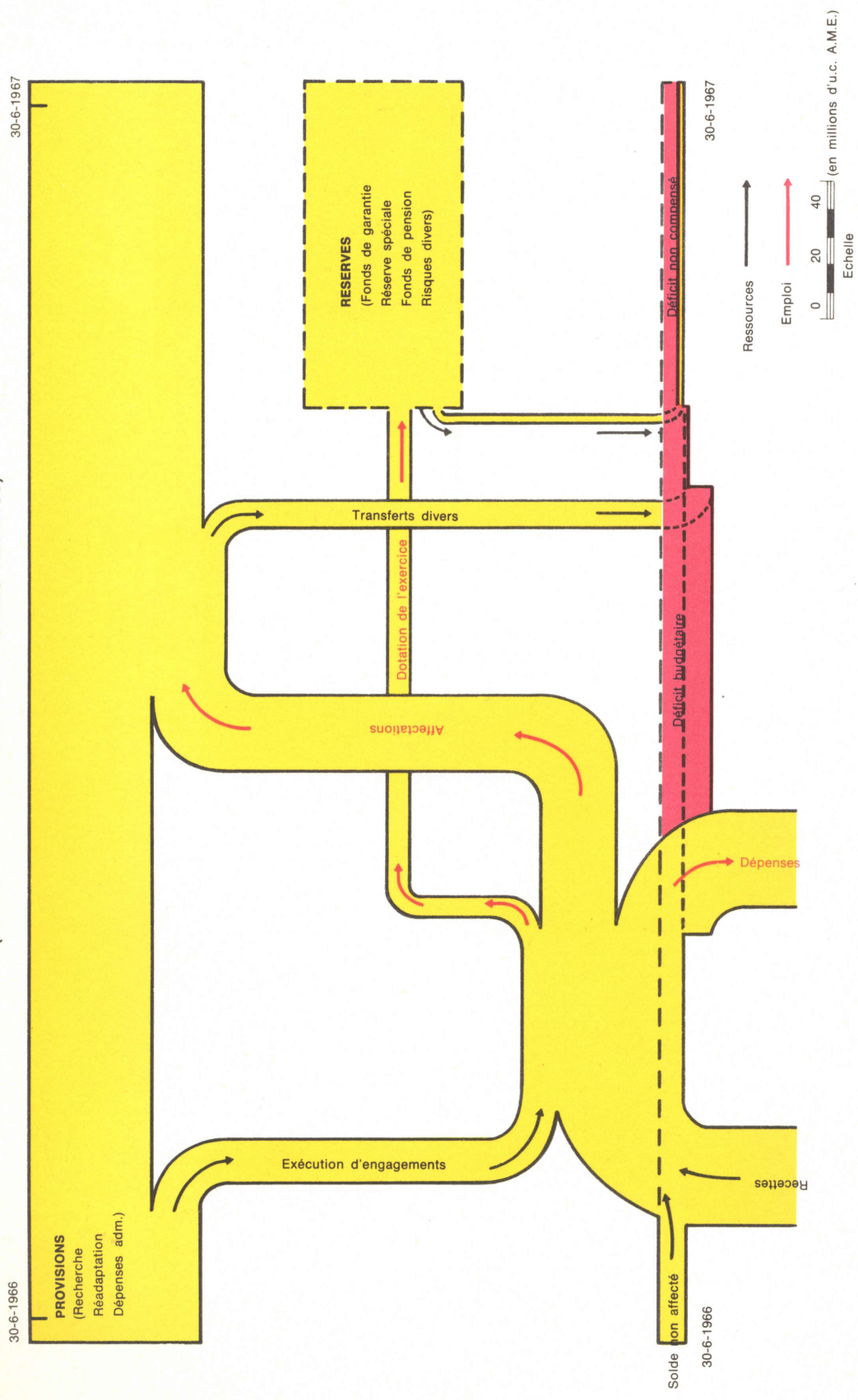
Le résultat de l'exercice comporte donc en fait deux chiffres :

- 19.161.000 unités de compte A.M.E. si l'on se place sous un angle budgétaire,
- 7.962.000 unités de compte A.M.E. si, se plaçant sur un plan financier, on se préoccupe de connaître de combien a diminué la marge disponible que possède la Haute Autorité. Ces deux chiffres apparaissent clairement et dans le compte de gestion et dans le tableau XXII, qui explicite l'évolution de chacune des réserves et provisions, notamment le solde non affecté, pendant l'exercice 1966-1967.

Opérations d'emprunts, garanties et prêts

En ce qui concerne ces opérations, le compte de gestion n'appelle aucune remarque particulière. Dans un but de clarification, les opérations en capital et celles en intérêts ont été nettement séparées.

GRAPHIQUE DU COMPTE DE GESTION ET EVOLUTION DE PROVISION (FONDS DE PRELEVEMENT ET AUTRES REVENUS)



COMPTE DE GESTION

Tableau XX

EMPLOIS				
I. DÉPENSES DE L'EXERCICE				
1. Dépenses administratives			20,350	
2. Autres dépenses budgétaires :				
a) Frais bancaires			0,035	
3. Aides financières :				
a) Dépenses de réadaptation				
– dépenses réelles	4,198			
– remboursement de trop perçu	– 0,620	3,578		
b) Dépenses de recherche		10,789	14,367	
4. Dépenses imputées sur fonds des pensions			0,422	35,174
II. DOTATIONS ET AFFECTATIONS				
1. Réserve spéciale		7,429		
2. Réadaptation		17,672		
3. Recherche		10,364	35,465	
4. Fonds des pensions			1,951	37,416
III. TRANSFERTS DIVERS AU SOLDE NON AFFECTÉ				
				11,200
				83,790
IV. PRÊTS – GARANTIES ET EMPRUNTS				
A. CAPITALS :				
1. Prêts accordés durant l'exercice			86,128	
2. Amortissements des emprunts émis			15,334	
3. Soldes des emprunts émis et non encore prêtés au 30 juin 1966			27,495	128,957
B. INTÉRÊTS :				
1. Intérêts des emprunts contractés		29,193		
2. Commissions au dépositaire et aux agents bancaires		0,781	29,974	
3. Amortissements frais d'émission récupérables			1,453	
4. Dépenses diverses			0,017	
5. Solde bénéficiaire du service des emprunts, des garanties et des prêts accordés sur fonds d'emprunts			0,744	32,188
				161,145
				244,935

RESSOURCES				
I. RECETTES DE L'EXERCICE				
1. Prélèvements			27,250	
2. Autres revenus				
a) Revenus des placements de l'exercice	8,275			
b) Intérêts de prêts sur fonds non empruntés	0,939			
c) Recettes diverses de caractère administratif	0,196			
d) Recettes diverses	0,028	9,438		
3. Recettes du fonds des pensions				
a) Participation Haute Autorité et fonctionnaires	1,568			
b) Intérêts du fonds des pensions	0,805	2,373	39,061	
II. MONTANTS PROVISIONNÉS DEVENUS LIBRES D'AFFECTATION				
a) à la suite d'exécutions d'engagements :				
1. Réadaptation	3,578			
2. Recherche	10,789	14,367		
b) à la suite d'annulations d'engagements :				
1. Réadaptation	—			
2. Recherche	—	—		
c) à la suite d'engagements devenus sans objet :				
1. Réadaptation	8,000			
2. Recherche	1,000			
3. Risques divers	2,200	11,200	25,567	
III. DÉFICIT BUDGÉTAIRE				
1. Déficit compensé par des diminutions de provisions			11,200	
2. Déficit venant réduire effectivement le solde non affecté			7,962	19,162
				83,790
IV. EMPRUNTS – GARANTIES ET PRÊTS				
A. CAPITAUX				
1. Emprunts émis par la Haute Autorité durant l'exercice		45,000		
2. Soldes des emprunts émis et non prêtés des exercices précédents		52,000		
3. Amortissements des prêts accordés		31,957	128,957	
B. INTÉRÊTS				
1. Intérêts des prêts accordés sur fonds d'emprunts		30,302		
2. Intérêts sur fonds d'emprunts non versés		1,535		
3. Commissions de garantie - recettes diverses		0,351	32,188	161,145
				244,935

**A – Évolution des provisions non susceptibles d'être utilisées
pour la couverture des dépenses budgétaires**

Tableau XXI

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

	Opérations de l'exercice					Situation au 1-7-1966	Situation au 30-6-1967
	Dota- tions Verse- ments	Transferts		Exécu- tions d'enga- gements pris	Total		
		+	-				
Fonds de garantie	-	-	-	-	-	100,000	100,000
	-	-	-	-	-	100,000	100,000
Réserve spéciale						75,043	
Intérêts des prêts sur fonds de la réserve spéciale . . .	0,867	-	-	-	+ 0,867		
Intérêts sur dépôts et re- venus du portefeuille . . .	6,562	-	-	-	+ 6,562		
	7,429	-	-	-	+ 7,429	75,043	82,472
Fonds des pensions						22,278	
Cotisation de la C.E.C.A. et des fonctionnaires	1,568	-	-	-	+ 1,568		
Intérêts sur fonds des pen- sions	0,805	-	-	-	+ 0,805		
Dépenses (allocations dé- parts, pensions, fonds de secours)	-	-	-	0,422	- 0,422		
	2,373	-	-	0,422	+ 1,951	22,278	24,229
	9,802	-	-	0,422	+ 9,380	197,321	206,701

B – Évolution des provisions susceptibles d'être utilisées pour la couverture

Tableau XXII

	Opérations en exécution du budget			
	Affectations aux différentes provisions	Variations du solde non affecté		
		+	-	Solde
I. RÉADAPTATION				
a) Aides non remboursables				
1. Virement pour engagements nouveaux	17,672	—	—	—
2. Paiements	—	—	—	—
3. Annulations d'engagements	—	—	—	—
4. Transfert au solde non affecté par suite d'engagements devenus sans objet	—	—	—	—
	17,672			
b) Réserve conjoncturelle				
Transfert au solde non affecté	—	—	—	—
Sous-total:	17,672	—	—	—
II. RECHERCHE				
a) Aides non remboursables				
1. Virement pour engagements nouveaux	10,364	—	—	—
2. Paiements	—	—	—	—
3. Annulations d'engagements	—	—	—	—
4. Transfert au solde non affecté	—	—	—	—
	10,364			
b) Réserve conjoncturelle				
Transfert au solde non affecté	—	—	—	—
Sous-total:	10,364	—	—	—
III. PROVISIONS POUR RISQUES DIVERS ⁽¹⁾				
Transfert au solde non affecté	—	—	—	—
Sous-total:	—	—	—	—
IV. PROVISIONS POUR DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET SOLDE NON AFFECTÉ				
1. Dépenses administratives	—	—	20,350	-20,350
2. Autres dépenses budgétaires	—	—	0,035	- 0,035
3. Retrait pour virement à la réserve spéciale	—	—	7,429	- 7,429
4. Retrait pour virement à la provision pour réadaptation	—	—	17,672	-17,672
5. Retrait pour virement à la provision pour recherche	—	—	10,364	-10,364
6. Paiements effectués en matière de réadaptation et de recherche	—	—	—	—
7. Transfert de la provision pour réadaptation	—	—	—	—
8. Transfert de la provision pour recherche	—	—	—	—
9. Transfert de la provision pour risques divers	—	—	—	—
10. Recettes de l'exercice	—	36,688	—	+ 36,688
Sous-total:	—	36,688	55,850	- 19,162
Total général:	28,036	36,688	55,850	- 19,162

⁽¹⁾ se décompose de la manière suivante :

3,850 millions d'unités de compte pour évolution à long terme de la production

0,650 million d'unités de compte pour dépréciation du portefeuille

0,500 million d'unités de compte correspondant à une provision pour débiteurs douteux au titre du prélèvement

0,300 million d'unités de compte correspondant à une provision pour insuffisance du fonds des pensions.

des dépenses budgétaires pour la période du 1-7-1966 au 30-6-1967

(en millions d'unités de compte A.M.E.)

Opérations tenant à la liquidation d'opérations couvertes en provisions							Solde des opérations de l'exercice	Provisions existantes au 1-7-1966	Provisions au 30-6-1967
Diminution des provisions suite à				Variations du solde non affecté					
Exécutions d'engage- ments	Annula- tions d'en- gagements	Transferts Divers	Total	+	-	Solde			
—	—	—	—	—	—	—	+ 17,672	—	—
3,578	—	—	3,578	—	—	—	- 3,578	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3,578	—	—	3,578	—	—	—	+ 14,094	22,454	36,548
—	—	8,000	8,000	—	—	—	- 8,000	10,000	2,000
3,578	—	8,000	11,578	—	—	—	+ 6,094	32,454	38,548
—	—	—	—	—	—	—	+ 10,364	—	—
10,789	—	—	10,789	—	—	—	- 10,789	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10,789	—	—	10,789	—	—	—	- 0,425	27,833	27,408
—	—	1,000	1,000	—	—	—	- 1,000	3,000	2,000
10,789	—	1,000	11,789	—	—	—	- 1,425	30,833	29,408
—	—	2,200	2,200	—	—	—	- 2,200	7,500	5,300
—	—	2,200	2,200	—	—	—	- 2,200	7,500	5,300
—	—	—	—	—	—	—	-20,350	—	—
—	—	—	—	—	—	—	- 0,035	—	—
—	—	—	—	—	—	—	- 7,429	—	—
—	—	—	—	—	—	—	-17,672	—	—
—	—	—	—	—	—	—	-10,364	—	—
—	—	—	—	—	14,367	-14,367	-14,367	—	—
—	—	—	—	11,578	—	+11,578	+11,578	—	—
—	—	—	—	11,789	—	+11,789	+11,789	—	—
—	—	—	—	2,200	—	+ 2,200	+ 2,200	—	—
—	—	—	—	—	—	—	+36,688	—	—
—	—	—	—	25,567	14,367	+ 11,200	- 7,962	9,564	1,602
14,367	—	11,200	25,567	25,567	14,367	+ 11,200	- 5,493	80,351	74,858

ANNEXES

NOTE

Les chiffres figurant au bilan n'appellent aucune observation particulière. Ils résultent très directement du présent exposé général. Quant à ceux figurant à l'état des recettes et dépenses de la Communauté, il doit être souligné que l'excédent des recettes de l'exercice sur les dépenses de l'exercice est exclusif de toute affectation en couverture d'engagements nouveaux pris pendant l'exercice. A ce point de vue-là notamment, il se distingue très nettement du compte de gestion faisant l'objet du titre III de l'exposé. Ce compte fait clairement apparaître que l'excédent des recettes sur les dépenses ne constitue pas un bénéfice de l'exercice.

Recettes et dépenses de la Haute Autorité du 1^{er} juillet 1966 au 30 juin 1967

(y compris les recettes et les dépenses relatives aux opérations d'emprunts et de prêts)

Recettes	Période du 1. 7. 66 au 31. 12. 66	Période du 1. 1. 67 au 30. 6. 67	Période du 1. 7. 66 au 30. 6. 67
I - RECETTES DU SERVICE DES EMPRUNTS, DES GARANTIES ET DES PRÊTS			
Intérêts			
— sur prêts sur fonds d'emprunts	14.589.906,20	15.711.869,07	30.301.775,27
— sur fonds d'emprunts non versés	957.973,61	576.637,85	1.534.611,46
— sur prêts provenant des fonds non empruntés	435.478,77	503.458,57	938.937,34
Commissions de garantie	111.909,91	109.444,49	221.354,40
Recettes diverses	91.551,05	38.070,16	129.621,21
<i>Total du service des emprunts et des prêts</i>	16.186.819,54	16.939.480,14	33.126.299,68
II - PRÉLÈVEMENT			
— Entreprises allemandes	6.428.476,25	6.118.556,75	12.547.033,—
— Entreprises belges	1.207.668,54	1.297.534,42	2.505.202,96
— Entreprises françaises	2.914.661,77	3.017.219,77	5.931.881,54
— Entreprises italiennes	2.046.368,96	2.129.682,19	4.176.051,15
— Entreprises luxembourgeoises	437.288,82	454.022,20	891.311,02
— Entreprises néerlandaises	609.773,46	588.626,50	1.198.399,96
<i>Total du prélèvement</i>	13.644.237,80	13.605.641,83	27.249.879,63
<i>Total général du prélèvement</i>	13.644.237,80	13.605.641,83	27.249.879,63
III - AUTRES RECETTES			
— Intérêts sur dépôts et portefeuille	4.197.463,98	4.078.211,10	8.275.675,08
— Amendes et majorations pour retard	7.856,91	19.939,23	27.796,14
— Recettes du fonds des pensions	1.199.935,03	1.173.269,87	2.373.204,90
— Divers	140.004,87	56.052,40	196.057,27
<i>Total des autres recettes</i>	5.545.260,79	5.327.472,60	10.872.733,39
Total des recettes	35.376.318,13	35.872.594,57	71.248.912,70

Tous les montants sont exprimés en unités de compte A.M.E., une unité de compte représente la contre-valeur de différentes monnaies converties sur la base des taux suivants : 1 unité de compte A.M.E. = U.S.A. \$ 1 = DM 4 = FB 50 = FF 4,93706 = Lit. 625 = Flux. 50 = Fl. 3,62 = FS 4,37282

Note du commissaire aux comptes

Après examen des livres, vérification et rapprochement des documents et pièces de comptabilité qui m'ont été produits, et à la suite des explications qui m'ont été fournies, je certifie que l'état des finances de la Haute Autorité au 30 juin 1967 est exactement et sincèrement résumé dans le présent document.

Luxembourg, le 15 décembre 1967.

J. DE STAERCKE

Commissaire aux comptes

Dépenses	Période du 1. 7. 66 au 31. 12. 66	Période du 1. 1. 67 au 30. 6. 67	Période du 1. 7. 66 au 30. 6. 67
I - DÉPENSES DU SERVICE DES EMPRUNTS, DES GARANTIES ET DES PRÊTS			
— Intérêts des emprunts	14.129.191,58	15.064.251,95	29.193.443,53
— Commissions au dépositaire et aux agents bancaires	397.222,82	383.635,08	780.857,90
— Dépenses diverses	17.673,72	18,02	17.691,74
— Amortissements frais d'émission récupérables	352.232,11	1.100.512,75	1.452.744,86
<i>Total des dépenses du service des emprunts et des prêts</i>	14.896.320,23	16.548.417,80	31.444.738,03
II - AUTRES DÉPENSES			
— Dépenses administratives	9.797.532,84	10.552.015,71	20.349.548,55
— Frais financiers	15.058,49	19.577,29	34.635,78
— Dépenses pour recherches	4.978.733,80	5.810.636,25	10.789.370,05
— Dépenses pour réadaptation	265.637,07	3.312.031,27	3.577.668,34
— Dépenses de pensions	231.029,81	190.433,14	421.462,95
<i>Total des autres dépenses</i>	15.287.992,01	19.884.693,66	35.172.685,67
Total des dépenses	30.184.312,24	36.433.111,46	66.617.423,70
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	5.192.005,89	— 560.516,89	4.631.489,—
TOTAL DES AVOIRS	5.192.005,89	— 560.516,89	4.631.489,—

L'excédent des recettes sur les dépenses s'est élevé, pour la période du 1^{er} juillet 1966 au 30 juin 1967 à 4.631.489,— unités de compte A.M.E. Le détail des affectations et des reprises aux comptes réserves et provisions est retracé ci-après :

Affectations

— à la réserve spéciale	7.429.048,53	
— à la provision pour dépenses de réadaptation	6.094.779,60	
— au fonds des pensions	1.951.741,95	15.475.570,08

Reprises

— à la provision pour dépenses de recherches	1.425.104,12	
— aux comptes divers	1.457.375,63	
— à la provision pour dépenses administratives et solde non affecté	7.961.601,33	10.844.081,08

4.631.489,—

Pour la Haute Autorité
de la Communauté européenne du charbon et de l'acier

A. R. A. THEUNISSEN
Directeur général
« Crédit et Investissements »

Joseph DINJEART
Directeur général
« Administration et Finances »

Bilan au

Tous les montants sont exprimés en unités de compte
contre-valeur des différentes monnaies converties sur
U.S.A. \$ 1 = DM 4 = FB 50 = FF 4,93706 =

ACTIF

I - PRÊTS SUR FONDS D'EMPRUNTS ⁽¹⁾		
A) Prêts versés		
— en dollars U.S.A.	234.350.000,—	
— en Deutsche Mark	108.672.516,26	
— en lires	54.505.475,22	
— en florins	43.319.337,02	
— en francs français	30.382.454,34	
— en francs suisses	20.867.540,85	
— en francs luxembourgeois	19.533.408,30	
— en francs belges	15.102.000,—	
— en U.C.	20.000.000,—	546.732.731,99
B) Fonds d'emprunts non versés		
— en dollars U.S.A.	10.000.000,—	
— en lires	17.494.524,78	27.494.524,78
II - AUTRES PRÊTS		574.227.256,77
A) Prêts sur la réserve spéciale pour le financement des maisons ouvrières	69.665.091,39	
B) Prêts sur la réserve spéciale pour la reconversion	7.017.987,18	
C) Prêts au titre de la réadaptation	486.516,40	
D) Prêts au titre de la recherche technique	2.672.956,47	
E) Prêts divers	1.216.606,24	81.059.157,68
III - DISPONIBLE ET RÉALISABLE		
A) Caisse et banque	129.378.754,79	
B) Autres placements à court et moyen terme avec engage- ments bancaires	2.631.050,34	132.009.805,13
IV - PORTEFEUILLE		57.988.542,74
V - INTÉRÊTS ET COMMISSIONS COURUS MAIS NON ÉCHUS		10.183.935,25
VI - FRAIS D'ÉMISSION RÉCUPÉRABLES		13.017.033,81
VII - COMPTES DIVERS		6.593.497,49
VIII - DROITS DE RECOURS SUR CAUTIONS ET GARANTIES <u>43.017.354,47</u>		
		875.079.228,87

⁽¹⁾ Des créances et les sûretés y relatives, contrepartie des prêts accordés sur fonds d'emprunts ainsi que d'autres avoirs sont nantis auprès de la Banque de règlements internationaux à Bâle, au bénéfice des porteurs de titres et coupons d'emprunts garantis de la Haute Autorité, visés en note I au passif du bilan, à concurrence des montants suivants :

Poste I : 165.672.489,58

Poste III : 4.410.703,75

Poste V : 1.714.957,47

Note du commissaire aux comptes

Après examen des livres, vérification et rapprochement des documents et pièces de comptabilité qui m'ont été produits, et à la suite des explications qui m'ont été fournies, je certifie que l'état des finances de la Haute Autorité au 30 juin 1967 est exactement et sincèrement résumé dans le présent document.

Luxembourg, le 15 décembre 1967

J. DE STAERCKE
Commissaire aux comptes

30 juin 1967

A.M.E. ; une unité de compte A.M.E. représente la
la base des taux suivants : 1 unité de compte A.M.E. =
Lit. 625 = Flux. 50 = Fl. 3,62 = FS 4,37282

PASSIF

I - EMPRUNTS ⁽¹⁾			
— en dollars U.S.A.		244.350.000,—	
— en Deutsche Mark		108.672.516,26	
— en liras		72.000.000,—	
— en florins		43.319.337,02	
— en francs français		30.382.454,34	
— en francs suisses		20.867.540,85	
— en francs luxembourgeois		19.533.408,30	
— en francs belges		15.102.000,—	
— en U.C.		20.000.000,—	574.227.256,77
II - RÉSERVES			
A) Fonds de garantie		100.000.000,—	
B) Réserve spéciale		82.471.302,85	182.471.302,85
III - PROVISIONS POUR AIDES FINANCIÈRES			
A) Réadaptation			
1. Engagements contractés pour aides non remboursables	36.548.436,61		
2. Montant disponible ⁽²⁾	<u>2.000.000,—</u>	38.548.436,61	
B) Recherche technique et économique			
1. Engagements contractés pour aides non remboursables	27.407.497,59		
2. Montant disponible ⁽²⁾	<u>2.000.000,—</u>	29.407.497,59	67.955.934,20
IV - FONDS DES PENSIONS			24.229.457,36
V - INTÉRÊTS ET COMMISSIONS COURUS MAIS NON ÉCHUS ⁽³⁾			7.872.231,41
VI - COUPONS ET OBLIGATIONS ÉCHUS MAIS NON ENCORE PRÉSENTÉS			8.042.076,42
VII - COMPTES DIVERS			8.678.707,21
VIII - PROVISION POUR DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET SOLDE NON AFFECTÉ			1.602.262,65
IX - ENGAGEMENT PAR CAUTIONS ET GARANTIES ... <u>43.017.354,47</u>			
			<u>875.079.228,87</u>

⁽¹⁾ Dont titres d'emprunts garantis : 165.672.489,58

⁽²⁾ Conservé à titre de réserve conjoncturelle.

⁽³⁾ Dont sur titres d'emprunts garantis : 1.643.024,43

Pour la Haute Autorité
de la Communauté européenne du charbon et de l'acier

A. R. A. THEUNISSEN

Directeur général
« Crédit et Investissements »

Joseph DINJEART

Directeur général
« Administration et Finances »

